le MONDE libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 87 ✶ Février 1963 ✶ 1 f.

sûreté de l'Etat... insécurité de l'homme

Atteinte à la sûreté de l'Etat, des hommes attendent la mort. (Photo Viollet.)

Le rapprochement franco-allemand ne passe pas par la fusion des états-majors

AU ROYAUME DE KAFKA
l'Allemagne de l'Est face au néant

REVOLUTION
ET DICTATURE A CUBA

Un plumitif fessé pour avoir sali BENJAMIN PERRET

Editorial

Le Journal Officiel vient de publier la loi scélérate, qu'un Parlement à genoux devant le prince se donna la comédie de discuter sans convaincre personne. D'ailleurs, la cour de sûreté de l'Etat, que cette loi crée, n'a d'exceptionnel que l'état d'esprit qu'elle révèle chez le personnel politique que nous supportons. Par contre, comme tous les tribunaux d'exception qui l'ont précédée, elle est née de l'arbitraire des uns, de la lâcheté des autres et de l'indifférence du plus grand nombre, et comme ces tribunaux qui ont répandu le sang, la terreur et la colère, la cour de sûreté de l'Etat s'effondrera dans le cloaque qui finit par submerger les promoteurs de ces juridictions couchées. Sans faire aucune exception, l'Histoire couvre de mépris ces tribunaux aux ordres et dans les classes élémentaires, l'instituteur les désigne du doigt à l'enfant comme l'exemple qu'en aucun cas un citoyen ne doit imiter. Cours spéciales qui au Moyen Age jugeaient les affaires de sorcellerie ou d'hérésie, Tribunal révolutionnaire alimenté par Fouquier-Tinville, Tribunal Criminel institué après l'effondrement de la Commune, etc. Tous resteront dans l'esprit de l'homme juste comme autant de systèmes haïssables inventés par le despotisme pour museler la révolte.

On connaît l'attitude du Mouvement Libertaire devant la Justice un des piliers de la société moderne. Mais sans vouloir pénétrer au cœur du problème, il faut constater que tous les esprits libres et pas seulement les anarchistes, reconnaissent que la délinquance, toutes les délinquances civiles, militaires, politiques, ne relèvent pas de la structure plus ou moins variable de l'appareil de répression construit par l'arbitraire, mais d'une refonte de la société et des rapports de l'homme autonome avec le groupe auquel il s'associe pour rendre moins pénible la création des éléments essentiels de son existence.

Mais si la justice formelle dépend de tout un ensemble de conditions à créer et que le mouvement révolutionnaire créera, il n'est pas de tâche plus urgente dans le cadre de la société actuelle que nous subissons, que de limiter les effets de l'appareil judiciaire qui est un appareil de classe au service d'une classe. Il n'est pas de tâche plus urgente que de s'opposer à la création de tous tribunaux destinés à s'ajouter en les aggravant à ceux existants. Il n'est pas de tâche plus urgente que de faire connaître à l'opinion publique les motifs qui animent ceux qui les promulguent comme ceux qui les acceptent, après les avoir bien souvent provoqués et rendus inévitables par leur attitude équivoque ! Et c'est très précisément le cas de la cour de sûreté de l'Etat dont les parlementaires viennent de nous gratifier.

La guerre d'Algérie fut le grand pourrissoir de la gauche française et celle-ci, faisant un bond en arrière de cent cinquante ans, finit par approuver pêle-mêle, les mesures les plus rétrogrades pourvu qu'elles s'inscrivissent dans sa politique à courte vue. Et c'est ainsi que ne rencontrant qu'une opposition très relative, les tribunaux d'exception s'installèrent d'abord pour juger les Algériens, puis, par la suite, l'OAS ! cour de Justice militaire devant laquelle Salan devait sauver sa tête, cour de Justice militaire qui devait condamner Canal à mort ! Arrêts contradictoires qui par leur incohérence portent la condamnation de toutes ces cours spéciales.

Seuls, ou à peu près, nous avons crié notre dégoût de ces Tribunaux et des arrêts qu'ils rendaient. Seuls, nous nous sommes refusé de regarder les hommes qu'on jugeait, leur crime, leurs responsabilités. Seuls, sans tenir compte de la personnalité des accusés, nous nous sommes élevés contre ces juridictions infâmes ! Et aujourd'hui encore, en dehors même du fait que ces tribunaux destinés à défendre l'Etat, servent surtout à mater les travailleurs, nous nous élevons contre eux ; nous nous élevons contre tous ces cours, tribunaux, juridictions à gages où les magistrats, grassement rétribués, sont les exécuteurs serviles des consignes du pouvoir. C'est là la position traditionnelle du Mouvement Libertaire et rappelons que notre journal est toujours sous le coup d'une poursuite pour avoir, il y a quelques années, rappelé ces vérités premières.

La cour de sûreté de l'Etat est très exactement une cour où l'arbitraire régnera en maître. Créer tout d'abord pour régler quelques comptes entre militaires ou politiciens, comptes auxquels nous sommes étrangers, elle servira à bâillonner toutes les oppositions qui s'avèrent dangereuses. Elle avilira encore un peu plus une magistrature sans dignité et qui traîne l'hermine jusque sur les marches du bordel élyséen. Elle rendra encore plus insolente une police qui frétille devant ces mœurs de Bas Empire.

Mais il faut dire à Monsieur De Gaulle, l'Histoire aura sa revanche ! L'Histoire dédaigne la piétaille, les fantoches qui forment le gros des bataillons. L'Histoire frappe à la tête. Il faut rappeler à Monsieur De Gaulle que l'Histoire a pris au collet Badinguet et l'acte d'accusation rédigé par Hugo s'appelle « Napoléon le petit ». L'Histoire qui jette la tête des rois dans un panier de son, l'Histoire qui accroche parfois les tyrans à l'étal d'une boucherie ; l'Histoire vous guette, dictateurs, avec ses pièces à conviction.

Nous informons à nouveau nos correspondants que les *lettres et paquets recommandés*, les *mandats*, doivent être adressés à : LIBRAIRIE PUBLICO, à l'exclusion de toute autre dénomination. Les envois libellés à un autre nom *ne nous sont pas remis*.

LE GROUPE LIBERTAIRE LOUISE MICHEL ET LE GROUPE EMILE HENRY

organisent

Vendredi, 15 février 1963, à 21 heures précises
au local de Montmartre, 110, Passage Ramey, PARIS, XVIIIe

un colloque sur le thème :
« Le comportement des anarchistes dans la société »

UNION DES GROUPES ANARCHISTES-COMMUNISTES DE LA REGION PARISIENNE

CYCLE DE CONFERENCES

Vendredi, 15 février 1963 :
L'organisation révolutionnaire et l'action anarchiste dans la révolution. H. KLEBER.

Vendredi, 8 mars 1963 :
Rapport entre l'organisation et les masses. F. LEMOINE.

Vendredi, 29 mars 1963 :
Fédéralisme contre centralisme. PRATT - COTTER.

Renseignements : F. LEMOINE. 3, rue Ternaux, Paris, XIe

LE GROUPE DES AMITIES INTERNATIONALES

organise

Vendredi, 22 février à 20 heures 30
24, rue Sainte-Marthe (Métro Belleville)
une conférence sur le thème

« ISRAEL ET LE SIONISME »

vus par un anarchiste.

Orateur : David STETTNER.

Communiqué pour les camarades habitant la Suisse

Dans ce journal nous vous invitons à prendre un abonnement au MONDE LIBERTAIRE, organe des anarchistes de langue française. Pour ceux qui connaissaient déjà ce journal, ils constateront qu'il a fait peau neuve, et qu'il s'est modernisé quant à sa présentation.

Les collaborateurs ont aussi fait un effort pour donner à leurs lecteurs une littérature plus abondante et plus soignée.

Aux camarades qui sont en Suisse, nous demandons de bien vouloir nous signaler les faits qui peuvent intéresser nos lecteurs.

Nous faisons aussi un appel à tous ceux qui désirent écrire des articles pour notre journal, soit d'une manière régulière, soit occasionnellement ; nous les encourageons vivement à collaborer à notre presse, qui doit devenir vivante et attrayante. Notre mouvement doit prendre la grande relève de tous les partis de gauche, qui n'ont apporté à la classe ouvrière que déboires et désolation.

P. S. — La correspondance est à envoyer : Groupe du Réveil, Case postale, 44. Eaux-Vives (Genève). A. Bösiger.

Près de nous

GALA ANNUEL DES AMIS DE SEBASTIEN FAURE

Salle des Fêtes de la Mairie du Pré-Saint-Gervais
Rue Emile Augier. Métro : Pte-des-Lilas ou Hoche - Aut. 170

Dimanche, 24 février 1963
à 14 heures 30

A V E C

Cora VAUCAIRE
Christine SEVRES - Maurice FANON - Henri GOUGAUD
REAUT dans les poèmes de Gaston COUTE
Léo NOEL et le cabaret de l'Ecluse
MACHE de l'Opéra.

P A L A I S D E L A M U T U A L I T E

24, rue Saint-Victor, Paris
Vendredi, 8 février à 20 heures 30

G R A N D M E E T I N G

organisé par l'Association contre LA PEINE DE MORT
Sous la présidence de Jean ROSTAND

A V E C

le bâtonnier PHORTE - Jean COCTEAU - André PHILIP
Claudius PETIT - Denis FORESTIER - Albert NAUD
Frédéric POTTECHER - Daniel MAYER
Charles Aug. BONTEMPS - François PERROUX.
(Le docteur SCHWEITZER a téléphoné de Lambaréné qu'il fera l'impossible pour être présent.)

Salle très bien chauffée - 1 F sera demandé à chacun pour couvrir les frais.

GROUPE JEUNE D'AUTO-EDUCATION ET D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

CAUSERIES - DEBATS

présentées par des jeunes :

PROGRAMME

Février :
Samedi 2 : Federico Garcia Lorca.
» 9 : L'homme révolté.
» 16 : Le Marché Commun.
» 23 : La propagande par le fait.
Mars :
Samedi 2 : Réunion de travail.

Pour tous renseignements, écrire : J. S. R. Salle n. 3 bis, 13, rue de l'Académie. Marseille, 1er (B.-du-R.). Ou bien venir le samedi 18 h. à cette adresse.

★

R A P P E L

L'article intitulé « Programme de l'anarchisme » de Geoffrey OSTERGAARD, paru en page 8 du « M. L. » de janvier, était traduit de l'anglais et tiré du numéro 20 de la revue « Anarchy ».

LAUSANNE (SUISSE)

Création d'un Groupe d'Etudes Libertaires

Les animateurs de ce Groupe invitent cordialement les camarades de cette région à participer à leurs activités qui connurent beaucoup de succès lors d'une première réunion qui se tint le 11 janvier 1963.

Pour tous renseignements s'adresser à M. Enckell, 24, Avenue de Beaumont, Lausanne (Suisse).

★

GROUPE « JEUNES LIBERTAIRES » DE BORDEAUX

Programmes des causeries du samedi

Février :
2 : Revue de presse.
9 : Marxisme contre anarchisme : « Les contradictions économiques ».
16 : Le manifeste du surréalisme et les contradictions de l'éthique surréaliste.
Mars :
2 : Revue de presse.

Pour tous renseignements, s'adresser à : Yves PEYRAUT, 15, rue Blanqui. CENON (Gironde).

Souscriptions

Sommes reçues du 23 novembre au 11 janvier :

Plain, 21,00 ; Boisseau, 10,00 ; Bonneville, 5,00 ; Bonifay, 4,50 ; Mauruc, 30,00 ; Groupe d'Angers, Trélozé, 100,00 ; Lontujoul, 6,00 ; Delannay, 8,00 ; Roche, p,00 ; Sévère, 2,00 ; Hans, 1,00 ; Auguet, 3,00 ; Delteil, 10,00 ; Trachsel, 10,00 ; Caballero M., 4,50 ; Bertran, 4,50 ; Dufour Fr., 10,00 ; Vitales, 4,50 ; Lisse, 4,50 ; Prévôtel M., 55,00 ; Groupe Berneri U.G.A.C.), 100,00 ; Herluison, 5,00 ; Laberche, 10,00 ; Jean, 3,50 ; Nicolas, 2,75 ; Corre, 5,00 ; Vaillant B., 20,00 ; Dubost, 2,00 ; Marynus, 3,00 ; Cabrejas, 2,00 ; Florac, 5,00 ; Lapeyre Arist., 200 ; Groupe S. Faure de Bordeaux, 100,00 ; Velasquez, 6,50 ; Barrué, 5,00 ; Rousseau L., 2,00 ; Bianco, 5,00 ; Guérin, 3,80 ; Llop M., 3,00 ; Schaaffs, 5,30 ; Jacques, 2,50 ; Stas, 10,00 ; Espérantistes, 6,00.

Latard, 5,00 ; Grandjei, 6,50 ; Ceko, 5,00 ; Cardona, 5,00 ; Eykerman, 5,00 ; Menez S., 5,00 ; Berthier Louis, 50,00 ; Escudier, 5,00 ; Rerat, 5,00 ; Lebec, 5,00 ; Bouvret, 5,00 ; Gilbert A., 3,00 ; Prévôtel M., 60,00 ; Groupe de Bayeux, 30,00 ; Nicolas, 2,60 ; Bellel, 3,30 ; Jean, 5,00 ; Boudet, 10,00 ; Groupe du Monde Libertaire, 150,00 ; Gérard, 1,30 ; Ciron, 5,00 ; Kiouane, 5,50 ; Bidi, 40,00 ; Anslo, 5,00 ; Bianco, 4,00 ; Pierre, 5,00 ; Descamps, 3,00 ; Duval K., 5,00 ; Le Coutaller, 5,00 ; Garcia A., 5,00 ; Arru, 10,00 ; Parenti 20,00 ; Chenard, 5,00.

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction - Administration
3, rue Ternaux. PARIS-XI
Tél. : VOL. 34-08

C.C.P. Librairie Publico
Paris 11.289-15

ABONNEMENT A 12 NUMEROS
France ..... 10,00 F.
Etranger ..... 11,50 F.

★

Changement d'adresse
0,30 NF en timbres-poste

Le directeur de la publication, Maurice Laisant.

Imprimerie des Gondoles
(S.A.R.L. au capital de 10.000 frs
4 et 6, rue Chevreul. Tél. BEL 27-73
Choisy-le-Roi (Seine)

Vie de la Fédération

F. A.
Groupes et militants, adressez vos cotisations à Hélène Gouroussi, 3, rue Ternaux, Paris, XIe. C C P 15 912 21 Paris.

AIX EN PROVENCE
GROUPE LIBERTAIRE
S'adresser à José BARRACHINA, Clos des Fleurs, Bâtiment A, 41, Avenue P.-Solari.

ANGERS-TRELAZE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion deuxième mercredi du mois au lieu habituel, Bibliothèque et Librairie.

ASNIERES
GROUPE ANARCHISTE
Salle du centre administratif, Place de la Mairie (deuxième et quatrième mercredi).

BORDEAUX
G R O U P E ANARCHISTE « SEBASTIEN FAURE »
S'adresser à PEYRAUT Yves, 15, rue Blanqui, à CENON (Gironde).

BAYEUX
GROUPE LIBERTAIRE
Réunion chaque mois. S'adresser à J. P. Belliard (Ecole à GUERIN par Bayeux (Calvados).

CAEN
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Michel FREROT, 57, route de Luon-sur-Mer à CAEN (Calvados).

CARCASSONNE
GROUPE HAN RYNER
Francis DUFOUR, 51, rue de la Tour-d'Auvergne, à CARCASSONNE (Aude).

COMMENTRY
GROUPE ANARCHISTE
Animateur, Louis MALFANT. Boulevard Rambourg, à COMMENTRY (Allier).

FALAISE
GROUPE ANARCHISTE
Réunion chaque mois. S'adresser à Louis LA FAYE, 10, rue Gambetta à FALAISE (Calvados).

GIVORS
GROUPE LIBERTAIRE
Pour tous renseignements, s'adresser à G. DARTOIS, Chemin des Charmes à GRIGNY (Rhône).

LE HAVRE
GROUPE LIBERTAIRE JULES DURAND.
Pour tous renseignements, s'adresser à A. DAUGUET, 15, rue Schubert, au HAVRE (Seine-Maritime).

LYON
GROUPE ELISEE RECLUS
Permanence tous les samedis de 17 à 19 h. Café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel à LYON (3e). Adresser toute correspondance au secrétaire AVIAS Raoul, 56, rue Pierre-Lémerd à OULLINS (Rhône).

MARSEILLE
G R O U P E ANARCHISTE MARSEILLE-CENTRE.
Réunion tous les lundis de 18 h 30 à 20 h. 12, rue Pavillon, 2e étage.

NANTES
GROUPE FERNAND PELLOUTIER.
Secrétaire, Louis SIMIER, 44, rue de Sèvres, à NANTES (Loire-Atlantique).

SAINTES
GROUPE LIBERTAIRE
Prière de prendre contact avec le camarade Georges AUZANNEAU, r o u t e de Marennes, à S A I N T E S (Charente-Maritime).

TOURS
G R O U P E LIBERTAIRE « PAUL ZORKINE ».
Responsables : Maraudin, A. et Schakummunds, J. J.
Renseignements : 3, rue Ternaux, Paris, XIe.

PARIS
G R O U P E D'ETUDES ET D'ACTION ANARCHISTE.
Permanence chaque samedi de 15 à 19 h, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

GROUPE LES AMITIES INTERNATIONALES
Réunion chaque samedi à 17 h, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

G R O U P E LIBERTAIRE EMILE HENRY.
Réunion tous les jeudis de 21 à 23 h. 30.
Pour tous renseignements, s'adresser à J. BONNET, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

GROUPE D'ENTRAIDE
Activité : Coopérative pour une maison de vieillesse. S'adresser à Roger VENENTE, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

G R O U P E LIBERTAIRE LOUISE MICHEL.
Prochaine r é u n i o n du Groupe : Samedi, 9 février à 17 heures précises au local de Montmartre.
Ordre du jour : Les anarchistes et les problèmes de l'heure - La F. A. et les groupes - Divers - Le quart **d'heure** du militant, par Pascal LEGUILLER.

GROUPE DU MONDE LIBERTAIRE.
3, rue Ternaux, Paris.

UNION DES GROUPES ANARCHISTES COMMUNISTES
Permanence tous les samedis de 14 h. à 18 h.
Pour ces groupes, renseignements à l'U.C.A.C, ou Francis LEMOINE, 3, rue Ternaux, PARIS (11e).

GRENOBLE
G R O U P E ANARCHISTE COMMUNISTE SPARTACUS.
S'adresser à KERAVIS, 162, rue Léon Jouhaux, à GRENOBLE (Isère).

LILLE
GROUPE ANARCHISTE «LA COMMUNE LIBERTAIRE» C.N.T., S.I.A., espérantistes - révolutionnaires. S'adresser à Henri WALRAEVE, 8, rue des Aubépines, à LAMBERSART (Nord).

MAISONS-ALFORT
GROUPE ELISEE RECLUS.

PARIS V
GROUPE KRONSTADT

HAUTE-SAVOIE
GROUPE DURRUTI.

MACON
GROUPE GERMINAL.

Le rapprochement franco-allemand ne passe pas par la fusion des états-majors

PAR GEORGES MANCEAU

Issu d'un coup d'Etat, confirmé par le suffrage universel — ce qui renforce bien l'opinion qu'on peut avoir sur la valeur de ce suffrage universel —, le régime gaulliste paraît à son apogée et son chef peut mettre en route sa grande politique, celle qui doit lui permettre de laisser un nom parmi ceux qui font l'Histoire.

Lors de sa conférence de presse, il commença par proclamer que le renforcement de l'Etat constituait un besoin des temps modernes : « Tout et même le sort de chacun est donc lié plus ou moins directement à l'action des pouvoirs publics, laquelle se traduit par une orientation nationale, par des règlements et par des lois. A cette action-là, comme à toute action, il faut une tête et cette tête est une personne. » S'identifiant à cet Etat redoutable, dernièrement renforcé par sa cour de sûreté, de Gaulle considérant qu'il a reçu par le suffrage universel « l'expression personnelle de la confiance de tous les intéressés », et savourant sa toute-puissance, croit pouvoir hausser encore le ton dans le concert des nations.

Sur le plan intérieur « pour la première fois depuis sa naissance, la République étant établie dans la continuité », il prétend « poursuivre l'entreprise immense de transformation du pays selon ce que commande la civilisation moderne ». Ce qui ne peut se produire que par l'expansion. Pour cela, il suffit d'appliquer nettement et fermement le Plan. C'est-à-dire, de s'en remettre aux technocrates. « Naturellement, la répartition de tout ce qui est produit, la répartition entre les uns et les autres, compte tenu de ce qui est dû à l'esprit d'entreprise, aux biens qui sont investis, à la valeur et à la hiérarchie professionnelle, cette répartition-là, cette distribution-là, doit être plus équitable qu'elle n'est, et si la répartition comme on dit de notre revenu national s'est certainement améliorée, il faut poursuivre dans cette voie. » Nous noterons qu'en réalité, sans parler des super bénéfices, l'écart ne cesse de croître entre bas et hauts salaires. C'est alors qu'ayant légitimé l'exploitation capitaliste, de Gaulle veut la consolider et l'établir dans la continuité qu'il a promis à la République : « Il s'agit que tous ceux qui accomplissent l'œuvre économique soient mieux informés encore qu'il ne le sont de ces réalités et participent d'une manière plus effective à ces responsabilités, ce qui veut dire qu'à la base *il faut* une association plus étendue du personnel à la marche des entreprises et cela veut dire qu'au sommet *il faut* que les représentants des activités nationales économiques, sociales, administratives, culturelles, fournissent une collaboration plus étroite à ces conseils dans lesquels sont élaborés et contrôlés le développement de nos régions et celui de notre pays. »

Ainsi, de Gaulle sentant bien que la plus grande fragilité de son régime réside dans l'indépendance du monde ouvrier, veut-il le ligoter dans un système corporatiste et insiste-t-il sur la nécessité pour lui de réaliser l'intégration des représentations professionnelles. Les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier ayant imposé aux directions réformistes des syndicats de prendre position contre l'intégration, de Gaulle revient à la charge et il va falloir se battre fermement sur ce terrain.

Le général pense que ses bases intérieures sont suffisamment assurées actuellement pour qu'il prenne sur le plan international un certain nombre de positions brutales qui n'ont guère d'autre intérêt que d'éclairer quelques contradictions du capitalisme.

L'Axe Paris-Bonn, ira-t-il jusqu'à Moscou ? (Photo Viollet.)

Nous en venons à ce fameux Marché Commun. Cette très grande affaire, comme dit de Gaulle, conçue et organisée par les gouvernements et les capitalistes ne pouvait pas ne pas faire apparaître la tare essentielle des Etats et des capitalismes : l'impérialisme.

Le capitalisme américain a tout de suite été intéressé par le Marché Commun et a favorisé son élaboration. Il lui paraissait devoir garantir la poursuite de la colonisation économique de l'Europe de l'Ouest et la récente mainmise sur SIMCA ne vient qu'à la suite de multiples rachats ou créations d'entreprises en Europe. En effet, une main-d'œuvre hautement qualifiée y assure moyennant de bas salaires une excellente rentabilité des capitaux investis et elle constitue un vaste marché pas encore encombré. Les U.S.A. peuvent ainsi intervenir sur certains secteurs de la production et profitant de leur avance technique conserver le monopole de la haute recherche et se livrer à de fructueuses concessions de brevets. Le capitalisme américain a évidemment ses agents parmi les technocrates et les politiciens européens, mais il ne détient pas le monopole de l'impérialisme.

L'Allemagne qui a déjà fait l'Europe de la manière que l'on sait, est trop handicapée moralement par ce trop récent antécédent (au sens judiciaire du terme) pour pouvoir s'épandre aussi librement que le lui aurait permis l'excellente santé des seigneurs de la Ruhr.

L'Angleterre, après avoir pendant des siècles entretenu la division de l'Europe, ne semble plus avoir d'autre ambition que de subsister le moins mal possible et pense qu'au sein du Marché Commun elle limitera sa décadence au minimun, cependant que militairement elle accepte que sa force de frappe soit « intégrée » et que diplomatiquement elle s'aligne finalement sur les U.S.A., tout en prenant dans les conflits internationaux des positions vaguement pacifistes et conciliatrices.

Craint-il l'influence émolliente de l'Angleterre, craint-il surtout que par le biais de celle-ci, les U.S.A. ne continuent à contrôler l'Europe, de Gaulle rend pratiquement impossible l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun. Bien qu'il ait évidemment à tenir le plus grand compte de la paysannerie française sous peine de sérieux troubles intérieurs il est difficile qu'il nous fasse croire que les habitudes alimentaires de la Grande Bretagne contre - indiquent formellement son entrée dans le Marché Commun. Prenant du même coup sa revanche de Fachoda, de l'Entente cordiale et sans doute de certaines vexations subies durant l'exil de 1940-44, de Gaulle rejette la métropole anglaise vers sa colonie américaine et se dégage vis-à-vis de celle-ci, laissant entendre qu'ils demeurent des alliés... dans la période historique où nous sommes.

De Gaulle pense alors pouvoir jouer un grand rôle continental et faire prendre à la France la tête de l'Europe, l'Allemagne fournissant soldats et ressources, cette Sainte Alliance pouvant tout comme un Grand faire son petit chantage atomique. Il paraît que pour la première fois depuis longtemps les Gaulois et les Germains se sentent solidaires. « Et voilà que la voix des peuples s'est élevée pour prouver que ce courant correspondait à quelque chose de profond, de décisif et sans aucune doute d'historique. » Quant à nous, paraphrasant notre guide, nous dirons que nous sommes affermis dans notre conviction que la politique nouvelle des relations franco-allemandes repose sur une base populaire incomparable d'indifférence. Mais, enfin, c'est déjà quelque chose si, sauf chez les patriotes revanchards du P.C., la haine a cessé.

Cette Europe, dont les capitalistes veulent faire un vaste marché, les technocrates une organisation géante, va sous une houlette ou une autre continuer à tendre à l'effacement des particularismes nationaux. Les problèmes qui vont se poser au monde du travail vont être moins étriqués et le mouvement ouvrier peut retrouver une largeur de vue qui lui fasse reprendre confiance en lui-même. Il va sans dire que ce renouveau du socialisme ne passe pas par les partis, ni social-démocrates, ni démocrates chrétiens, cautions du régime capitaliste, ni communistes plus ou moins chinois ou plus ou moins russes, mais de toutes façons scléreux, pas plus que par ces agglomérats d'impuissances de la « nouvelle gauche » type P.S.U. Une certaine dislocation des deux grands blocs peut par contre permettre aux centrales syndicales de se libérer de ce qui a paru être leur principale occupation depuis plus de quinze ans, défense du « monde libre » ou défense « du camp socialiste » pour se consacrer de nouveau à la défense du prolétariat et à l'attaque du capitalisme et de la technocratie bourgeoise ou bureaucratique. Ce qui n'est évidemment possible que si les nombreux noyaux révolutionnaires qui ont subsisté en Europe, s'appuyant sur les couches nouvelles de travailleurs dégoûtés de la basse politique, réussissent à les persuader de la fécondité de l'action directe et poussent les appareils à la retraite.

Le mouvement ouvrier apparaît assez bien armé en Europe pour pouvoir dans les années qui vont suivre relancer l'Internationale qui balaiera les vieilles lunes du capitalisme et autres billevesées gallo-germaniques.

LA TAXATION DES LEGUMES

BRIMADE OU MANŒUVRE ?

Les représentants des agriculteurs, producteurs de légumes ou non, ont considéré la taxation du prix de vente au détail de certains légumes, de la viande de porc et des œufs comme une décision au « caractère provocateur et profondément injuste », tendant beaucoup plus à les brimer qu'à défendre les consommateurs. Que penser de leur attitude ? Qu'ils s'insurgent contre une décision autoritaire, prise sans les consulter, d'accord, mais qu'ils considèrent comme injuste une décision cherchant à éviter les spéculations qui sont les conséquences de la pénurie de marchandises, nous ne les suivons plus. Il est des faits qui parlent : le prix de la viande de porc qui avait monté à l'occasion des fêtes de Noël, n'a pas baissé le 15 janvier; dès les premiers froids, des hausses de prix ont eu lieu, alors même que les approvisionnements étaient normaux et, si les producteurs de pommes de terre n'avaient pas l'intention de spéculer sur leurs prix, pourquoi ont-ils refusé de souscrire des contrats au début de la saison, sinon parce qu'ils espéraient écouler leur production suivant les lois du marché ? Evidemment, la faute n'en revient pas tant aux producteurs ou distributeurs de leurs produits qu'au régime économique que nous subissons, où la concurrence parfaite (ou imparfaite) est un élément essentiel, où les prix se fixent en fonction de l'offre et de la demande. C'est sous un tel régime que se créent les grosses fortunes basées sur la spéculation.

D'autre part, nous ne sommes pas dupes des proclamations gouvernementales, le ministre des Finances justifiant son attitude par le souci qu'il a de défendre les consommateurs; Giscard d'Estaing défenseur des pauvres et des opprimés ! A d'autres ! En réalité, cette politique n'est ni nouvelle, ni désintéressée : nous sommes dans une période de hausse des prix et il faut éviter que l'augmentation de l'indice des 179 articles ne provoque une augmentation du SMIG (d'ailleurs c'est pour la même raison que le gouvernement a fait pression récemment sur les producteurs de vin pour qu'ils diminuent leurs prix de vente).

Et plutôt que de taxer les prix, il serait préférable d'éviter la pénurie, cause de cette taxation. La réforme de la distribution devient un mythe, quand elle n'est pas complètement abandonnée comme pour le charbon : en effet, dans ce cas particulier, des difficultés d'approvisionnement apparaissaient déjà au début de décembre et apparaissent chaque fois qu'un hiver est particulièrement froid, ceci à cause d'une mauvaise organisation de la distribution et aussi d'une réduction maximum des importations; le gouvernement peut toujours se vanter d'avoir une balance commerciale bénéficiaire si ce résultat est obtenu au détriment des importations de première nécessité !

Mais cette pénurie est inévitable dans un pays où la planification est établie, non pas en fonction des besoins des consommateurs, mais uniquement pour mettre sur pied une politique gouvernementale permettant à ses promoteurs de se réjouir de la situation florissante de l'économie. Le froid est un cas de force majeure exonérant le gouvernement de sa responsabilité, bien utile pour cacher les insuffisances de sa politique; la taxation est une manœuvre lui permettant de continuer une politique économique souvent incohérente, en ayant l'air de défendre les catégories les plus défavorisées.

E. VERNON

FLASHES

LES SALAUDS SONT PARMI NOUS !

Vincennes. Un tribunal militaire. Des personnages tiennent le rôle que les grands prêtres de la Ve République leur a assigné. Président, inculpés, assesseurs, témoins, avocats, ministère public ! Une société, la société ?.

Ils ont tiré ! Qui a tiré ?, sur quoi ?, quelle importance ! Un militaire est dans le prétoire. A la barre, parmi les juges d'autres militaires. Des ministres, des personnages consulaires, des filles aux fesses chaudes ! Des travailleurs aussi, des prolétaires, des cons !

Et nous allons nous passionner pour ça ? Soyons sérieux et laissons l'Histoire bichonner les régicides qui son la providence des mémorialistes et fournissent des titres à sensation à une littérature emmerdante.

Tixier-Vignancourt, Giscard d'Estaing, des noms qui sentent bon les dragonnades. Isorni, une tripouille celui-là et somme toute, tout le monde est d'accord. Sudaka ? Sudaka connais pas ! Un procureur ! Nous sommes toujours dans le sens de l'histoire. Il est curieux de constater que l'Etat trouve constamment des valets pour exécuter ces besognes que, chacun, par la suite et quelle que soit son idéologie, jugera infâme.

Avec un peu de chance, cette lutte de clan à laquelle les travailleurs sont absolument étrangers, pourrait être bénéfique. Figurons-nous un instant qu'une confusion se produise, confusion bien explicable parmi ces personnages que seuls séparent des antagonismes de clan, les genres se mélangent. Tixier au banc des inculpés. Giscard au ban des témoins. Isorni branché à la maîtresse branche de l'orme du parvis ! Et planté sur cette charogne qui pourrit ce site somptueux qu'est le bois de Vincennes, l'échalas national autour duquel tourne des corbeaux avides de prébendes.

Avec un peu de chance ! Non tout compte fait, ne tablons pas sur la chance. Ce sont les travailleurs qui devront balayer toute la merde de Vincennes ! Et puis après, ils laisseront la parole à l'Histoire. Elle reconnaîtra les siens.

DES CONNAISSEURS

A la suite du hold-up du Boulevard de Strasbourg, au cours duquel les gangsters avaient tiré sans nécessité, la police en déduit qu'il s'agit de débutants, ainsi que le démontre leur état de panique.

Va-t-elle ouvrir une école ?

LIBERTE DE PENSEE

Pour avoir pratiqué une religion autre que celles ayant cours, trois jeunes gens ont été condamnés à mort par le gouvernement marocain.

Ainsi, au siècle de l'Atome, alors que les connaissances humaines ont repoussé les ignorances et devraient avoir anéanti les superstitions, l'inquisition règne encore.

Peu importe de qui elle vient ; au reste n'émane-t-elle pas, peu ou prou, de toutes les religions quand elles en ont le pouvoir ? Alexis Carry édite un tract qu'il invite à recopier, ou dont il nous demande de vous inspirer, pour être adressé en missive au souverain du Maroc afin qu'il sauve ces cinq vies humaines.

Nous ne pouvons que l'approuver, mais nous pencherons pour la seconde formule :

En effet, l'auteur écrit fort pertinemment :

« Les Français sont stupéfaits. Mais c'est parce qu'ils n'ont pas conscience du présent et ont oublié le passé. On pourrait, dans le domaine religieux, leur reparler des conversions de masse obtenues par le fer et le feu au bon temps de Clovis et de Charlemagne ; on pourrait évoquer les croisades, l'Inquisition, les guerres de religion. Toutes les colonisations faites par la France, même en Afrique du Nord, avaient leur coté religieux. Les colonisateurs ont toujours eu soin de se faire précéder ou du moins accompagner par des missionnaires. Et quand le militaire repartait, il laissait là le missionnaire pour assurer sa conquête. »

Mais nous ne pouvons le suivre dans sa conclusion :

« Aussi n'avons-nous pas de leçon à donner, une prière seulement à adresser au jeune roi du Maroc Hassan II. Qu'il fasse grâce aux condamnés à mort ! »

Nous pensons tout au contraire, que n'ayant jamais approuvé telle ou telle dictature, que ne nous sentant solidaires d'aucun des tyrans de la terre, nous avons mieux que des prières à adresser à tous les maîtres de ce monde, mieux même que des leçons à donner, qu'il nous appartient de faire retentir le cri d'indignation et de révolte devant le spectacle de l'intolérance, du fanatisme et de l'autorité, quel que soit le nationalisme et la religion qui l'inspirent.

LE CORBEAU

Lors de la Libération, le film « Le corbeau » était patriotiquement interdit, comme laissant supposer que la France était un peuple de dénonciateurs.

Aujourd'hui l'on nous invite par la voix de la préfecture à dénoncer voisins, amis, famille, pour aider la tâche de la police.

Mouchardez, habitants de France, on vous en supplie !

Inventez des escarpes si vous n'en connaissez pas !

Que deviendraient les argousins s'il n'existait plus que des honnêtes gens ?

Ne laissez pas permettre un tel scandale.

SYNDICATS OU TAPIS-BROSSES ?

En octobre dernier, quelques jours avant le référendum que vous savez les travailleurs de la R.A.T.P. ont, pendant 24 heures, fait une grève massivement suivie. Quelques jours après le même référendum, et toujours aussi mécontents qu'auparavant, les mêmes travailleurs de la R.A.T.P. décidaient une nouvelle grève de 24 heures.

Mais le pouvoir qui est gardien des intérets de la nation et de ceux qui la peuplent, à la condition que ces derniers soient au moins banquiers, actionnaires de sociétés, hauts fonctionnaires, généraux, archevêques, du beau linge, quoi ; mais le pouvoir donc réquisitionnait les grévistes. Tout un chacun pouvait en déduire qu'à cet ordre de réquisition, les syndicats allaient opposer un mot d'ordre de greve générale de 24 heures, à titre de simple avertissement.

Eh bien, non ! les syndicats ont « réfuté » la grève.

Après la R.A.T.P. plus récemment ce fut l'aviation civile, puis les agents de l'Education nationale. Que firent les syndicats ? La même chose. Ils se couchèrent. Dame, un siège de sénateur, ça ne se compromet pas pour de vagues bricoles de salaires, de conditions de travail et autres fadaises.

Et puis, dit la rumeur publique, pour vivre heureux vivons couchés ! Et c'est ainsi que le pouvoir que vous savez s'essuie quotidiennement les pieds sur ces tapis-brosses improvisés.

Toute la question est de savoir s'il n'y en a pas qui se sentent mal à l'aise couchés dans le rôle de tapis-brosses.

Eh bien, qu'ils fassent comme nous, que diable ! Qu'ils restent debout !

L'ETAT GARAGISTE

Un projet prévoit un paiement mensuel de trente francs (3.000 frs. par mois pour parler comme tout le monde), pour les autos couchant dans les rues.

Une suggestion aux hommes de progrès qui nous gouvernent, pour régler définitivement le problème de la circulation et du stationnement :

La suppression de l'industrie automobile.

PANIQUE CHEZ LES CHEFS D'ETATS AFRICAINS

Le 13 Janvier 1963 Sylvanus OLYMPIO, président de la République du Togo est assassiné Cet événement sans grande importance en soi est intéressant par les échos qu'il soulève. D'abord la presse française témoigne de sa veulerie habituelle. Dès le lendemain de l'assassinat tel grand journal sérieux intitule son article de première page : « la fin d'un autocrate isolé. » Or on aurait cherché en vain plus tôt un tel jugement sur le régime togolais dont le chef de l'Etat était n'en doutons pas « un grand ami de la France »...

Ainsi en est-il d'Olympio le Togolais, comme de Trujillo le Dominicain, Batista le Cubain et tant d'autres... grands hommes de leur vivant, ignobles dictateurs une fois morts.

Mais la dictature d'Olympio n'était pas chose nouvelle, son régime de parti unique et d'autocratie était installé depuis des années. Si la presse française découvre maintenant la charogne, il en est d'autres qui jettent un voile pudique : ce sont tous les autres chefs d'Etats africains qui ont été pris à la nouvelle de l'assassinat, d'une peur terrible. Les dépêches d'agences de toutes les capitales d'Afrique en font foi : « consternation générale », « réprobation unanime », « inquiétude » etc... Pourquoi ? Parce que tous ces Etats noirs, fraichement indépendants, sont en tous points, comparables au Togo. Indépendance confisquée, par un petit groupe de dirigeants politiques, qui roulent en voitures énormes et se font construire des palais, plus somptueux que ceux des gouverneurs coloniaux. Absence totale de démocratie, opposition interdite, mépris du peuple, culte délirant du chef de l'Etat sont les traits généraux de ce régime.

Au Ghana, le président se fait adorer comme « Rédempteur ». Partout, les « nouveaux messieurs » étalent leurs appetits et leur incurie. Les coups de pistolets de LOME ne changeront sans doute rien pour le TOGO, mais ils auront au moins contribué à ébranler la superbe tranquille des dirigeants africains. Et qui sait, les masses africaines entreverront-elles mieux maintenant la possibilité de la deuxième révolution, celle qui chassera les exploiteurs indigènes après les européens.

MES CENT MILLIONS

Le problème du logement, de l'éducation et du reste n'a pas échappé à l'homme de génie qui préside aux destinées de la France.

Dans son message de nouvel an, il nous a appris que notre pays pouvait se permettre de compter cent millions de Français (lourds).

Si, par hasard, on se savait comment les nourrir, lui saurait comment les faire tuer...

L'E.N.A., PEPINIERE DE HIERARQUES

Un des ces samedis de janvier le Grand aux oreilles en chou-fleur s'en est allé montrer au gratin de ses serviteurs, les anciens de l'Ecole nationale d'Administration.

Créée en 1945, aux temps de l'Union sacrée de Thorez à De Gaulle, l'E.N.A. est spécialisé dans la fabrication des bénis-oui-oui de grande classe, c'est-à-dire des hauts fonctionnaires. C'est là que certains fils de la bourgeoisie, après avoir accumulé quelques diplômes, apprennent à servir l'Etat, quand ce n'est pas à se servir de lui.

Ces zigotos truffant ensuite les ministères, les « responsables », peuvent changer de couleur, passer du blanc légèrement rosé au rose très pâle, il se trouve toujours assez de chefs de cabinet aptes à poursuivre l'exploitation rationnelle des sujets pour le plus grand ben des gouvernants.

Et l'actuel « patron » leur a bien rappelé l'autre jour que « servir l'Etat » c'est du sérieux, c'est pas d'la tarte : pas de discussion ni murmure, j'veux-voir-qu'un'tête.

D'ailleurs on prépare une bonne réforme qui permettra d'augmenter les rémunérations de ces malheureux et, tout en même temps, de soulager leurs consciences.

Aussi, comme un seul homme, nos ci-devant technocrates ont applaudi le vieux de bon cœur. Leur soupe est bonne.

HELAS ! HELAS ! HELAS !

Il fut un temps où un pays était honoré, non en déraison des têtes de pipes qui le composaient, mais en raison des grands esprits qui le marquaient.

Il y eut le siècle des Rabelais, La Boétie...

Celui des Spinoza, des La Bruyère...

Celui des Voltaire, des Rousseau et des Diderot...

Le nôtre sera-t-il celui des cent millions d'abrutis indispensables à Ma Grandeur.

Lecoin en correctionnelle

M. LAISANT

Une salle pleine ; les amis de Lecoin sont là.

Et lui aussi est là, toujours jeune malgré son âge, pour faire face aux attaques de monsieur Moscovitch (homme désintéressé, nous disent ses témoins), mais pas assez pour ne pas poursuivre Lecoin devant les tribunaux.

Mais pour quel motif à propos ? Le plaignant est assez embarrassé pour le dire, et son avocat également.

L'un et l'autre préfèrent oublier le fond de l'affaire : un discours de monsieur Moscovitch souhaitant que les bateaux qui rapatriaient les musulmans « dans leurs douars d'origine » soient coulés en pleine mer, ce à quoi l'échotier de « Liberté » répliquait en traitant de « juif immonde » l'auteur de tels propos.

Ils préfèrent se rabattre sur le terme de Topaze, employé au cours de l'article, et qu'ils déclarent injurieux et diffamatoire.

Entre ces deux poursuites le choix s'établit mal et les accusateurs se livrent à une valse hésitation entre l'une et l'autre qui se poursuivra durant tout le procès.

Bataille de procédure qui aboutit à faire parler Ch. A. Bontemps, le témoin de la défense, avant les témoins de l'accusation en raison de l'établissement des preuves. Preuves de quoi ?

Mystère de la juridiction ?

Tout le procès tournera en fin de compte, autour de l'antisémitisme (?) de Lecoin ce qui relève de l'éclat de rire.

Tour à tour l'intéressé, son témoin Ch. A. Bontemps, puis son avocat maître Rosenthal rappelleront le rôle tenu par Louis Lecoin, face à tous les racismes comme à toutes les dictatures, l'expression « juif immonde » étant bien spécifiée à l'usage exclusif de monsieur Moscovitch qui, persécuté lui-même de par sa race, ne rêvait que d'en persécuter d'autres.

Au cours d'un long défilé de témoins attestant de la générosité de l'accusateur (mais que leur situation de fortune semble dispenser d'en avoir besoin) et attestant aussi de son humanité et de son antiracisme, une question insidieuse de Maître Rosenthal est posée à l'un d'entre eux :

— « Que penseriez-vous d'un homme qui souhaiterait que les bateaux transportant les arabes soient coulés au fond de la mer ? »

Et le témoin de s'écrier :

— « Celui qui prononcerait de telles paroles ne serait pas digne du nom d'homme !

— Ce sont pourtant celles de monsieur Moscovitch.

— Je ne peux pas le croire.

— Je voudrais en dire autant. »

Un autre a ce mot malheureux :

« Monsieur Moscovitch est un homme qui paie de sa personne et même de son portefeuille », laissant à entendre que celui-ci a plus d'importance que celle-là, ce qui est peut-être vrai, mais qui n'est pas très gentil.

La parole est à l'accusation.

C'est à ce moment qu'un incident éclate : Maître Legendre, jeune avocat dont la goujaterie n'a d'égale que l'ignorance et l'absence de talent, interpelle Lecoin par son nom :

Notre camarade rectifie : « Monsieur Lecoin », et le représentant de l'accusation se refusant à ce rappel à l'élémentaire politesse et prétendant n'avoir pas à appeler « Monsieur » « cet individu », se fait traiter de mufle par l'accusé, qui lui crache à la figure.

Que dire de la plaidoirie qui suit ! Elle se résume en trois mots : rien, rien rien.

C'est au tour de Maître Rosenthal de prendre la parole et après avoir fait justice des prétentions de la partie adverse il peut conclure : « S'il y a racisme dans cette affaire, il ne vient pas de Lecoin.

Le jugement sera rendu à quinzaine.

AU ROYAUME DE KAFKA

l'Allemagne de l'Est face au néant

BIENHEUREUX PARTAGE

« La seule réussite de la politique internationale depuis vingt ans », c'est ainsi que François Mauriac apprécie en toute charité la division de l'Allemagne. De même, c'est ainsi, il faut le dire, car ils n'osent être aussi francs, que pensent dirigeants et opinion publique en France, en Angleterre, en Amérique, en Russie et ailleurs. Le partage de l'Allemagne, effectif depuis quinze ans, arrange tout le monde. Chacun des deux blocs a son Allemagne, avec son potentiel économique de première importance, son armée, ses bons Allemands, tandis qu'en face subsiste une mauvaise Allemagne épouvantail nécessaire. Chacun à les siens et nulle part il n'y a d'Allemagne indépendante. C'est tout bénéfice et sans danger, cela permet même le cas échéant, la minute de « suspense » fort utile pour exciter l'opinion. Bref, chacun y trouve son compte, sauf les Allemands, bien sûr.

Nous n'avons jamais mangé du « boche », ni pensé que les Allemands ou l'Allemagne étaient l'incarnation du Mal. Ni que ce pays soit plus responsable qu'un autre de l'éclatement des guerres mondiales ou des autres. Nous n'apprécions ni plus ni moins le militarisme et l'impérialisme allemand que le militarisme, l'impérialisme français, anglais, américain ou russe qui nous ont tous autant qu'ils sont valu ces guerres, parmi lesquelles chacun peut aujourd'hui choisir celle qu'il préfère.

ALLEMAGNE AMIE

Pour cela nous saluons comme l'événement le plus grotesquement réjouissant la fameuse réconciliation franco-allemande. La mutation officielle d'un ennemi héréditaire en ami de cœur est, dans la vie des nations, un spectacle rare et fort instructif qu'il ne faut pas manquer de célébrer. Après avoir élevé des générations de français dans la haine, la crainte et le mépris de tout ce qui venait d'au-delà du Rhin, ces mêmes dirigeants politiques et militaires qui vivaient de l'hostilité à l'Allemagne, nous invitent maintenant à collaborer et fraterniser avec ceux qu'ils mettaient au ban des nations. Ils trouvent d'ailleurs pour saluer sinon expliquer cela, des phrases particulièrement savoureuses. Tel ce glorieux général que vous savez, proclamant qu'entre la France et l'Allemagne « rien de grand ne s'est fait sans la participation de la chose militaire ». Quand on relit les premières pages des Mémoires de ce monsieur, où il explique que toute sa jeunesse a été exaltée par l'attente de 1914 et de l'heure de la Revanche qui allait lui donner l'occasion d'exercer son beau métier contre l'Allemagne, on ne peut manquer de s'incliner devant une telle intelligence de l'histoire.

Mais il y a deux Allemagnes, la bonne : la capitaliste, et la mauvaise : l'autre, celle qui cumule toutes les tares : germanique et orientale, dictatoriale et communiste. Cette dernière offre aussi une particularité singulière partagée avec la Chine continentale : elle n'est pas « reconnue » par l'Ouest. Impossible pour un Français d'y aller, d'y pas passer ou d'en venir. Ni visa ni papier pour elle : elle n'existe pas ; c'est toujours le pays du mal. Et effectivement, de tous les pays où règnent les partis communistes c'est l'un des plus mal connus, bien que le plus proche (200 km de la frontière française).

LE P.C. LE PLUS PUISSANT

Pour apprécier la valeur du régime marxiste en Allemagne, on ne saurait trop rappeler que le marxisme y vit fleurir les plus beaux fruits : le plus fort parti Social Démocrate du monde et, jusqu'à Hitler, le plus fort parti communiste hors de l'URSS.

Le P.C., le mieux organisé du monde capitaliste, avait en 1932 à la veille de l'arrivée au pouvoir de Hitler, 360.000 adhérents, et près de 6 millions de voix (17 %) aux élections. La même année, le P.C. français était au moins dix fois plus faible (35.000 membres) et ne recevait pas 1 million de suffrages (10 %). Au lendemain de la guerre, le P.C.F. culminait en 1946 avec 1 million d'adhérents, et 5,5 millions de voix (29 %), tandis qu'aux premières élections d'après guerre, tenues en Allemagne de l'Ouest, le P.C.A., bien que se réclamant de plus de 150.000 adhérents, ne recevait que moins de 1,5 millions de voix (6 %). Aux élections suivantes (1953) il recueillait 600.0000 voix (2 %) et devenait une force politique si négligeable que le régime put quasiment l'interdire sans protestation. A quoi était dû cet effondrement du plus puissant parti communiste d'Occident ? Dans une certaine mesure seulement aux persécutions nazies qui avaient frappé la gauche et au-delà. Le Parti Social Démocrate, décimé aussi, retrouvait intégralement son audience et progressait après-guerre. Le P.C. allemand avait souffert de ses hésitations et erreurs commises avant l'avènement d'Hitler quand il préférait combattre les socialistes plutôt que les nazis (orientation dite de la 3e période, puis de l'entente cordiale Hitler-Staline, pacte germano-soviétique d'août 1939). Mais le déclin communiste était dû bien plus encore au contact immédiat des Allemands avec la réalité « soviétique ». Combattants à l'Est — et les communistes n'ont jamais prôné autre chose que d'obéir la conscription — les Allemands enrégimentés connurent par eux-mêmes la Russie. Puis l'Armée rouge en pénétrant en Allemagne, se chargea elle-même de sa publicité spécialement auprès des Allemandes de tout âge. Enfin, l'établissement chez lui d'un régime de type bolchévik fut pour le peuple allemand la meilleure des démonstrations de propagande contre ce genre d'expérience. Après la terreur et les désastres du nazisme, les Allemands furent particulièrement allergiques à une nouvelle dictature de parti, à un nouveau militarisme avec d'autres uniformes.

LA TECHNIQUE DU NOYAUTAGE

En 1945 l'Armée, dite Rouge, amenait dans ses fourgons un état-major de communistes allemands à qui la fidélité inébranlable à Moscou avait valu de passer la guerre en Russie. Mis en selle dans la zone d'occupation russe ils tentèrent de reconstruire le P.C., ce qui ne donna que des résultats dérisoires (1) Les Sociaux Démocrates, au contraire, retrouvaient d'eux-mêmes leur force d'antan. Les communistes imposèrent alors l' « unification » des deux partis, qui ne put être réalisée qu'en zone soviétique. A Berlin, comme à l'Ouest, les socialistes consultés refusaient à une écrasante majorité. Dans cette Allemagne alors partagée en 4 zones d'occupation et non encore en 2 Etats, vécurent donc 3 partis marxistes : en zone russe, un parti « Socialiste Unifié » (S.E.D.) ; en zones américaine, anglaise et française un parti socialiste (S.P.D.) et un parti communiste (K.P.D.), ce dernier squelettique. L'unification socialiste réalisée à l'Est (avril 1946) prit tout profit pour les communistes, qui fournirent les dirigeants, tandis que la base était social-démocrate.

En octobre 1946 eurent bien les seules élections relativement libres de la zone russe : celle des Dietes provinciales. L'étiquette du Parti Socialiste Unifié remporta la majorité absolue face aux chrétiens et libéraux ; c'était tout ce que demandaient les communistes qui se cachaient derrière : Il n'y en eut plus d'autres. Après ce fut la liste unique, comme en Russie.

Les communistes, passés maître en technique de noyautage, et forts de l'appui russe, prenaient rapidement en main le nouvel appareil du Parti. Obligés de reconnaître en 1946 qu'ils étaient en minorié, ils obtenaient néanmoins la parité aux organismes de direction. Cette parité maintenue en 1947 était abolie en 1950, les anciens communistes recevant partout plus du 2/3 des postes. Des anciens socialistes ralliés, tout au moins les plus inoffensifs d'entre eux, furent à partir de ce moment réduits au rôle de figurants et d'exécutants. Les plus en vue de ces « potiches d'honneur » pour parler comme Vercors étaient CRONWOHL, Ministre-Président, et EBERT, Maire de Berlin-Est, fils du Président qui en 1918-19 fit écraser la révolution allemande. La réalité des pouvoirs étant détenue par les inconditionnels de Moscou, le pontifiant W. PIECK, président de la République, ou le barbu W. ULBRICHT, Secrétaire général du Parti.

Dans les premiers temps de la fusion il était bien question d'une « voie particulière » (SONDERWEG) de l'Allemagne vers le socialisme. Survint le blocus de Berlin (1948) et la coupure des deux Allemagnes : République Fédérale à l'Ouest, République « Démocratique » à l'Est (1949). Le Sonderweg et ses avocats, comme Ackermann furent passés par dessus bord et le S.E.D. s'engagea dans la voie de la « transformation du parti de type nouveau » (1948), c'est-à-dire, la bolchévisation. Il s'agissait de hâter la première étape, celle de la création d'une Démocratie populaire comme les autres. Un Front National groupait même auprès du Parti de la classe ouvrière, comme en Tchécoslovaquie, des fantômes de partis : un parti chrétien et un parti libéral soigneusement mis en conserve pour rallier la classe moyenne d'un parti paysan et un parti national créés tout exprès avec de vieux communistes (Goldenbaum et Bolz) à leur tête, pour expliquer le « socialisme » aux masses rurales et l'autre aux « petits nazis ». Puis l'on entreprit de passer à la deuxième étape, celle de « la construction du socialisme (1952) avec Plan Quinquennal et le reste.

LA VITRINE DES DEUX MONDES

La construction de ce socialisme n'allait pas sans difficultés en Allemagne de l'Est, qui était pourtant de loin le plus avancé des pays de démocratie populaire sur le plan du développement. A elle seule, par sa production, l'Allemagne de l'Est valait tous les autres satellites de la Russie : industries textile, chimique, mécanique, automobile, optique, etc., avec un prolétariat et des cadres hautement expérimentés. Le vieux rêve de Marx et de Trotsky allait prendre forme : la révolution dans un pays industrialisé. L'Allemagne de l'Est allait montrer le chemin à tous les autres pays du glacis soviétique. Hélas, ce pays n'avait que le grave défaut de n'en pas être un. La Pologne sans industrie, par exemple, pouvait se débattre dans des difficultés inouïes, les Polonais rêver d'un changement ou d'une evasion : ce n'était que rêve. Pour l'Allemagne de l'Est c'était tout différent : à chaque crise de ravitaillement, chaque pénurie, chaque resservement de la vis socialiste les Allemands pouvaient contempler littéralement sous leurs yeux l'Allemagne de l'Ouest, en plein essor et, fait exceptionnel, y passer sans trop de difficultés. Il suffisait d'obtenir l'autarisation d'aller dans la capitale, Berlin, et là, de prendre le métro. C'était la seule brèche dans le rideau de fer. Et de l'autre côté on retrouvait toujours son pays, sa langue, ses habitudes ,des amis et de la famille. En une douzaine d'années près de deux Allemands de l'Est sur dix empruntèrent cette voie. L'Allemagne de l'Est était le seul pays au monde dont la population n'inquiétait pas. Berlin offrit tout au long des annés 50 l'un des spectacles les plus fantastique de notre temps : une seule et même ville partagée entre deux mondes qui, chacun, faisait de sa partie sa vitrine sur l'autre. Il faut reconnaître que les deux vitrines étaient d'attrait assez divers. Celle de l'Ouest avait certes les stigmates du capitalisme : luxe côtoyant la misère et le chômage. Celle de l'Est était empreinte d'une telle monotonie grise, où seuls étincelaient les banderoles couvertes de slogans du Parti que l'on comprenait tout de suite ce qui poussait tant d'Allemands de l'Est à quitter ce monde dont ils ne savaient que dire qu'ils s'y ennuyaient. D'un côté de la rue : Berlin-Ouest annonçait l'Amérique et de l'autre Berlin-Est sans autos, avec ses bus antiques, ses ruines, ses queues devant des étalages vi es rappelait irrésistiblement les années de guerre. C'était comme tout l'Est, un pays en guerre économique face à un monde où une certaine prospérité effaçait les marques de la guerre passée. Plus que la terreur de la police, la bêtise de la propagande et ses prétentieuses répétions les faisaient fuir. Et plus que la liberté politique ou même que les hautes payes ce qui les attirait à l'Ouest était quelque chose d'indéfinissable fait de superflu, de fantaisie, d'initiative individuelle que l'Est est incapable d'inscrire à ses plans quinquennaux et que l'Ouest a, en temps normal, le luxe d'offrir. Il ne s'agit pas de juger mais d'observer, pas de prendre parti pour l'Ouest ou une philosophie, mais de comprendre que l'homme ne vit pas seulement de pain.

KRONSTADT 1921. BERLIN-EST 1953. HONGRIE 1956

Encore faut-il qu'il y ait du pain. Or celui de l'Est n'était ni meilleur ni plus abondant. Les premières mesures de socialisation accélérée entraînent en 1952 une crise de ravitaillement aigüe. Il fallut attendre la mort de Staline pour souffler un peu. Le 9 juin 1953 de graves erreurs sont reconnues et un « Cours Nouveau » est annoncé. Mais défaut de coordination ? Une des premières mesures à envisager frappant les travailleurs est le relèvement des normes de travail, donc la baisse des salaires. Parti le 16 juin du chantier de la Stalin Allée à Berlin le mécontentement déferlant en manifestation gagne le 17 juin tous les ouvriers de Berlin. La grève générale insurrectionnelle gagne ensuite les villes de l'Allemagne de l'Est. Le prolétariat est maître de la rue, la nouvelle classe se terre et s'enfuit. Les bureaucrates du Parti complètement dépassés font appel à leurs maîtres. L'Armée rouge rétablit l'ordre avec ses tanks non sans que certains soldats russes aient refusé de tirer sur les ouvriers. Trente-deux ans après Kronstadt, trois ans avant la Hongrie, les masses populaires, secouant comme fétu de paille, l'appareil communiste local, n'ont été écrasées que par Moscou. Les épurations vont se succéder dans le Parti. L'Allemagne de l'Est va se donner une armée véritable : le service militaire obligatoire accroîtra le départ des jeunes vers l'Ouest où la conscription n'est pas inévitable. Et en 1955 le « Nouveau Cours » sera abandonné. En 1956 les répercussions de l'ébranlement polonais et hongrois se feront sentir. Le régime frappe au hasard ceux qu'il suspecte de le critiquer comme le philosophe HARICH, destitue des économistes pour « revisionnisme », comme KUSZINSKY.

RATTRAPER L'OUEST

Deux Plans quinquennaux se succèdent (51-55 et 56-60), mais leur échec est difficilement voilé. En 1958 le Ve congrès du S.E.D. englobe la fin du dernier dans un plan septennal, aligné sur celui de l'U.R.S.S., à l'issue duquel (1965) le niveau de vie des Allemands de l'Est devrait égaler celui des Allemands de l'Ouest, qui était pourtant le même en 1945. Il semble que ce soit là l'objectif suprême que le régime promette, mais le mirage s'éloigne de plan en plan, de congrès en congrès. En 1960 la collectivisation générale des terres est achevée. Le 13 août 1961 le Mur de la Honte enferme Berlin-Est, ses habitants et ceux de toute l'Allemagne orientale. Le bagne est clos, plus de porte, plus de fenêtre. L'expérience va se continuer à l'ombre, avec un effectif de main d'œuvre stable. En 1962 les échecs économiques sont attribués à la tension internationale et le VIe Congrès du S.E.D. reporté dans l'attente des décisions russes es convoqué pour Janvier 1963. Il sera dominé par les discours des délégations étrangères qui depuis quelques mois confèrent un certain pittoresque et un minimum de sens à ce genre de Festival.

Coupée des masses qui vivent avec quelques centaines de marks par mois (femme de ménage, moins de 300 ; ouvrier moyen, 480 ; mineur ou métallo, 700) ; une classe de bureaucrates dont les salaires se comptent par milliers de marks vit dans la crainte que son château ne s'écroule. Soit sous la poussée d'un peuple qui mieux qu'à l'Ouest sait quelle imposture ce « socialisme » couvre. Soit simplement que Moscou troque son morceau d'Allemagne contre quelque chose d'autre, ailleurs. Les dirigeants de ce régime, digne de Kafka se savent suspendus entre leurs maîtres russes et leurs compatriotes. Et la seule supériorité qu'aient les travailleurs sur eux est de ne pas craindre que le fil casse. C'est ce que le VIe Congrès du S.E.D. n'aura pas dit.

J. PRESLY

(1) *Un appel du 11 juin 1945 parlait du « rôle dirigeant de la classe ouvrière pour mener à son terme de façon conséquente la révolution bourgeoise... »*

Les autorités suisses et le droit d'asile

Bien qu'ayant réclamé et proclamé le droit d'asile politique, les autorités suisses ne l'accordent qu'aux refugiés qui ont la chance de leur convenir.

Dans le passé il y eut l'expulsion des Allemands après la dernière guerre, l'attitude réticente vis-à-vis des Algériens au début de leur lutte, l'expulsion plus récente d'un cinéaste italien. Aujourd'hui Pierre FERRUA, pacifiste et objecteur de conscience, et pour cela emprisonné deux ans dans son pays, est, à son tour expulsé.

Professeur d'histoire, Ferrua s'est fixé pour tâche de réunir la documentation sur l'anarchisme à travers le monde et l'histoire ; aussi les autorités suisses ont-elle saisi le premier prétexte plausible pour justifier l'expulsion.

Une expulsion est beaucoup plus discrète qu'un procès qui pourrait n'être pas assez défavorable à l'accusé, coupable, en somme, de ne pas approuver le régime de Franco en Espagne.

Lorsque les rois et les dictateurs déchus qui, prévoyant les hasards de la vie politique, achètent villas sur le lac Léman et placent des fortunes dans les banques suisses, reçoivent des autorités le meilleur accueil, il serait souhaitable que les pacifistes jouissent au moins du droit d'asile.

Willy Gasser n'est plus

Il s'est éteint dans sa 78me année. Il y a environ deux ans il nous écrivait qu'il était malade, et qu'il ne pouvait plus assumer la distribution de nos journaux.

Il était encore en bonne forme, lors du 70me anniversaire de la mort de Bakounine, où nous nous étions réunis sur sa tombe à Berne, avec des délégations de Paris, d'Italie, de Suède, d'Autriche et d'Allemagne.

Et aujourd'hui, nous avons à déplorer la mort de celui qui, dans le Jura, et surtout à Saint-Imier, continua à répandre les idées de la Fédération jurassienne. Il a été incinéré à la Chaux de Fonds, comme il le désirait et, ce jour-là, malgré le froid et la neige qui tombait abondamment, les horlogers ont tenu à apporter un dernier adieu à leur camarade.

Notre camarade Amiguet, de Genève, dans un exposé de circonstance, retraça les luttes et les déboires de notre cher disparu.

La société des contemporains, dont il avait été l'animateur, était aussi venue témoigner sa sympathie à sa famille.

A sa compagne, à son fils Willy et à sa fille, va toute notre amitié.

A. BOSIGER

Le Groupe Anarchiste-Communiste de GRENOBLE organise une causerie mensuelle tous les premiers Mercredi de chaque mois, à 21 heures.

6 FEVRIER : *L'URSS et le Stalinisme.*
Pourquoi la révolution a-t-elle dégénéré ?
Peut-on parler de socialisme en URSS ?

Les lecteurs du MONDE LIBERTAIRE sont cordialement invités.
Lieu de la Causerie : Maison pour la Liberté de la Culture.
10, Place Sainte-Claire.
GRENOBLE.

(Communiqué.)

REVOLUTION ET DICTATURE

Depuis la chute de BATISTA, le premier janvier 1959, nous avons eu le souci d'informer objectivement nos lecteurs sur le déroulement des événements à Cuba (1 & 2) et nous n'avons pas craint de mettre l'accent, à ce propos, sur les divergences d'opinion entre militants libertaires (3), divergences qui se sont surtout matérialisées en France l'année dernière par une controverse opposant des camarades de « Noir et Rouge » d'une part à des camarades des « Cahiers du Socialisme Libertaire » et de la « Révolution Prolétarienne » d'autre part. Aux autoritaires, aux politiciens soucieux d'un monolithisme obligatoirement conservateur nous opposons la richesse créatrice de ces débats sur ce qui a trait à la transformation révolutionnaire des structures sociales.

Ces divergences existent à l'échelle mondiale et nous pensons sincèrement qu'elles sont un signe de bonne santé du mouvement anarchiste international dans ce qu'il a de plus original. Aussi, par plusieurs articles dont la publication sera échelonnée sur quelques numéros, nous essayerons, dans la mesure de nos moyens, de vous en montrer quelques-uns des aspects les plus importants.

Nous commençons aujourd'hui par vous proposer un condensé d'une étude (4) de notre camarade cubain Abelardo IGLESIAS, militant anarchiste de longue date ayant participé sur place, il y a un quart de siècle, à la lutte de nos camarades espagnols et qui a pris part aux côtés d'autres de nos compagnons aux combats contre la tyrannie de BATISTA. Cet article écrit en exil nous montre ce qu'est devenue une révolution qui promettait à ses débuts (1).

Mais s'il est impossible de nier le caractère totalitaire du régime castriste et sa soumission à l'impérialisme soviétique, soumission mise en valeur fin octobre par l'affaire des rampes de lancement de missiles, il serait extrêmement dangereux d'oublier les problèmes des autres pays d'Amérique latine soumis à l'emprise de l'impérialisme yankee, emprise mise en valeur il y a quelques semaines par le voyage-éclair à Brasília de Robert Kennedy, frère du président des U. S. A., envoyé spécialement pour mettre au pas les velléités d'indépendance du président GOULART.

Là-bas comme partout les révolutionnaires ont à affronter, soit en même temps, soit l'un après l'autre, l'autoritarisme des capitalistes « classiques » et l'autoritarisme des socialistes étatistes. Et nous espérons, à l'aide de documents originaux en provenance plus particulièrement des milieux anarchistes hispano-américains, vous permettre de mieux sentir la complexité de ces phénomènes.

M. P.

Lorsque LENINE et TROTSKY, utilisant la poussée révolutionnaire du peuple russe, qui avait abattu un trône séculaire et aboli des privilèges millénaires, se lancèrent dans l'insurrection d'octobre ils se préoccupèrent de faire coïncider l'action avec le congrès panrusse des Soviets afin de donner à leur manœuvre politique un caractère populaire qui la « légitimât ». Ils savaient parfaitement que le pouvoir politique ne serait pas celui des ouvriers et des paysans, mais bien le pouvoir exclusif de la minorité audacieuse qui l'avait saisi par surprise et qui le maintiendrait durement entre ses mains, quand même les majorités révolutionnaires s'y opposeraient.

Cette préoccupation qu'avaient les bolcheviks de faire « légitimer » la prise et le monopole du pouvoir politique montrait leur faiblesse dans la mesure où ils avouaient ainsi avoir des masses ouvrières et paysannes pour installer la « dictature du prolétariat » et créer un « Etat prolétarien ».

Cependant les libertaires de tous les pays, qui s'étaient aussitôt solidarisés avec le fait révolutionnaire russe, ne se laissèrent pas tromper par les tactiques subtiles des bolcheviks et furent les premiers à dénoncer devant les prolétaires du monde entier l'étranglement de la révolution et la mise en place d'une réaction étatique, dictatoriale et totalitaire.

★ La démocratie directe

C'est un avantage indiscutable pour les libertaires, en ces temps d'anticommunisme réactionnaire et opportuniste, de pouvoir citer les œuvres de Luigi FABBRI, Rudolf ROCKER, Alexandre BERKMAN, Emma GOLDMAN, Pierre ARCHINOF, Nestor MAKHNO, Errico MALATESTA, etc..., sans oublier les objections de KROPOTKINE, surtout celles qu'il exprimait dans sa fameuse lettre à LENINE où il protestait violemment contre la prise d'otages parmi les opposants révolutionnaires qui osaient faire face au régime liberticide.

Nos camarades ne se laissèrent pas aveugler par le fait rigoureusement exact que la révolution avait abattu les privilèges féodaux et qu'elle avait réduit en poussière un trône absolutiste qui paraissait indéracinable à cause de ses fondations séculaires et de la soumission servile des masses paysannes.

Après LENINE, TROTSKY et STALINE, dont le passage au pouvoir est taché du sang de centaines de milliers de victimes, n'importe qui peut juger le régime soviétique avec certitude; mais il était délicat de prévoir la politique communiste à ses débuts, alors que le régime totalitaire paraissait s'identifier avec la volonté révolutionnaire du peuple russe.

⁂

Fidel CASTRO commença la lutte révolutionnaire contre la dictature de BATISTA en se réclamant de principes strictement démocratiques et constitutionnels. Dans son fameux discours devant le tribunal qui le jugea pour l'attaque de la caserne Moncada (action au cours de laquelle trouva la mort un jeune libertaire du nom de Boris SANTACOLOMMA) il alla jusqu'à s'appuyer sur un passage de la constitution de 1940 qui établit le droit du peuple à se soulever en armes contre tout régime tyrannique.

Mais lorsque le tyran tomba sous la poussée des diverses tendances révolutionnaires qui, ajoutées les unes aux autres, avaient plus d'importance que le Mouvement du 26 juillet, le premier soin de CASTRO fut d'organiser la prise du pouvoir par son petit groupe, en profitant de la popularité acquise depuis son bureau de la Sierra Maestra. A partir du 1er janvier 1959 son unique préoccupation fut d'établir le monopole exclusif du pouvoir pour sa propre personne et le groupe d'« apôtres » qui bénéficiait de sa confiance personnelle. Mais comme il devenait nécessaire de « légitimer » un pouvoir révolutionnaire qui ne résultait pas particulièrement de la conjonction des forces ayant lutté les armes à la main contre le régime abattu, CASTRO fut amené à organiser périodiquement des concentrations de masse dont l'unique objet était d'entretenir sa popularité et de montrer qu'il gouvernait au nom du peuple cubain.

En fait il n'avait rien inventé : il s'inspirait simplement des précédents établis par tous les dictateurs anciens et modernes, de Jules CESAR à FRANCO, en passant par MUSSOLINI, HITLER et PERON qui organisaient des démonstrations massives, où se retrouvaient des fanatiques délirants, dans la Piazza Venezia, la Wilhelmstrasse, la Castellana et devant la Casa Rosada.

⁂

Le procédé étant ancien il fallait lui trouver un autre nom qui dissimulerait l'aspect stupide de la méthode et permettrait de tromper le peuple cubain et surtout l'opinion progressiste et révolutionnaire internationale.

L'homme que le destin appela à décrire le régime dictatorial de Fidel CASTRO d'une phrase simple et persuasive fut le philosophe français de l'existentialisme Jean-Paul SARTRE. Au cours d'une visite « désintéressée » rendue sur invitation du dit gouvernement révolutionnaire cubain, il trouva cette phrase heureuse : « Le régime révolutionnaire de Fidel CASTRO est une *democratie directe et concrete* ». Et comme unique argument apte à justifier l'ingéniosité de sa phrase il déclara que : « Les gouvernements révolutionnaires dialoguaient directement avec le peuple, établissant une liaison concrète entre la volonté des masses et la minorité gouvernante ». Naturellement la phrase fut acceptée et brandie constamment par les fidélo-communistes comme une « légitimation » du pouvoir révolutionnaire. Il n'était plus question de consulter le peuple, ni de permettre que les organismes populaires fonctionnent librement, vu que CASTRO « dialoguait » avec les masses et que les masses criaient ostensiblement leur adhésion totale à ce qu'il leur disait dans ses longs discours.

⁂

Mais comment fonctionne la « démocratie directe » ?

La ferveur populaire s'éteignit rapidement au fur et à mesure de la consolidation super-autoritaire du régime dit révolutionnaire.

Les premiers mois d'euphorie passés le peuple cubain commença à montrer son désaccord en refusant de participer aux grandes concentrations organisées à tout bout de champ par le gouvernement.

C'est un fait bien connu à Cuba que vers le milieu de 1959 la sensibilité populaire comprit qu'elle était sortie d'une dictature sanguinaire pour tomber dans une dictature terroriste et brutale. Et lorsque s'acheva ce que Fidel lui-même appela « la lune de miel entre le peuple cubain et la révolution », c'est-à-dire l'acceptation spontanée par les masses populaires cubaines du gouvernement fidélo-communiste, les gouvernants se hâtèrent d'utiliser les méthodes communes à tous les régimes totalitaires.

Désormais, pour faire en sorte que Fidel CASTRO dispose d'un auditoire (lequel ne dépasse jamais le demi-million de personnes de tous âges et de tous sexes), on procède de la façon suivante :

1°. — On paralyse totalement la vie économique du pays, faisant cesser toute activité par ordre du gouvernement.

2° — On ferme tous les lieux publics : cinémas, théâtres, stades, cabarets, plages, cafés, restaurants, etc.

3°. — Toutes les chaînes de radio et de télévision sont groupées de façon à transmettre et à décrire exclusivement la concentration.

4°. — On suspend tous les transports publics (trains, avions et autocars) qui vont de la capitale vers l'intérieur de l'île.

5°. — On emploie tous les moyens de transport connus, depuis ceux qui servent habituellement au transport des personnes jusqu'à ceux qui servent pour des animaux et du matériel, pour amener depuis les villages de l'intérieur jusqu'à La Havane les gens qui doivent participer à la concentration.

6°. — On ordonne à tous les fonctionnaires, à tous les travailleurs des entreprises nationalisées, à tous les paysans employés dans les prétendus « fermes du peuple », ainsi qu'à tous les universitaires, professeurs et étudiants de se présenter au « responsable » désigné qui vérifiera la présence de chacune des personnes placées sous son contrôle.

7°. — Pendant les 30 jours qui précèdent la concentration populaire tous les moyens de propagande s'emploient exclusivement, 24 heures sur 24, à inciter le peuple à assassiner en menaçant ceux qui ne s'y rendraient pas et ne pourraient fournir une justification, d'être considérés comme des « contre-révolutionnaires », des « agents de l'impérialisme » et des « ennemis du peuple ».

Et malgré toutes ces mesures coercitives on n'a jamais réussi à concentrer 10 % de la population cubaine.

Fidel CASTRO, cela va de soi, ne se préoccupe pas de l'absence de la majorité du peuple cubain à ces consultations périodiques et proclame à tue-tête que le peuple, le vrai peuple révolutionnaire, est là avec lui, appuyant le gouvernement par sa présence et sa résolution combative et déclare : « Ça oui, c'est la démocratie, pure et vraie, une démocratie directe et concrète ».

★ Ecoles et casernes

Il est cependant certain qu'à la chute de Batista, Cuba ne comptait pas plus de 25 % d'analphabètes (il y en a 14 % en Argentine, 15 % en Uruguay, 54 % au Mexique, 58 % au Vénézuéla) et que le nombre de 50 % a été inventé pour justifier une campagne dont l'objet fut bien plutôt d'endoctriner les enfants, les adolescents et les adultes que d'apprendre à lire aux ignorants.

Les maîtres doivent suivre fidèlement les programmes officiels dont l'application est surveillée par des « Comités de Vigilance de la Révolution » composés de maîtres et d'élèves acquis au gouvernement.

L'autonomie universitaire, orgueil des étudiants cubains, qui fut obtenue par des luttes sanglantes, a complètement disparu : l'Université de La Havane est régie par une « Junte gouvernementale » imposée arbitrairement. Les professeurs ne sont pas nommés après un concours, mais choisis par celle-ci et révocables après un an pour « garantir la fidélité révolutionnaire du professorat ».

Garçons et fillettes, en uniformes et en armes, montent la garde, assurent des patrouilles, défilent au pas cadencé en chantant des hymnes pleins de haine... Activités qui illustrent pleinement une phrase de Ché Guevara prononcée le 27 novembre 1961 : « Les enfants de 15 ans, lorsqu'il y a une révolution, ne sont plus des enfants; ce sont des soldats de la Patrie. »

Castro avait promis de convertir les casernes en écoles; en fait il a transformé les écoles en casernes.

★ La fraude de la réforme agraire

Il faut chercher dans la mauvaise distribution des terres les causes réelles de l'instabilité politique et sociale à Cuba, aussi bien durant les siècles de domination espagnole que pendant les 60 années de vie politique « indépendante ».

Une collectivité essentiellement agricole dont 80 % de la population vit des activités paysannes doit rompre avec la vieille conception féodale de la propriété foncière et remettre les terres entre les mains des paysans si elle veut permettre un développement agraire conforme à ses nécessités vitales.

La grande propriété cubaine était un mal en soi, mais en outre les grands propriétaires maintenaient en friche de vastes étendues de terres cultivables, tandis que d'énormes masses de paysans mouraient de faim et de misère.

⁂

Pour cette raison la préoccupation principale du mouvement libertaire cubain fut toujours de réaliser une profonde et radicale révolution agraire. Suivant l'exemple des militants libertaires qui inspirèrent au Mexique l'épopée d'Emiliano ZAPATA, des militants cubains valeureux et aguerris engagèrent toutes leurs énergies dans la lutte pour la libération du paysan.

De la constitution d'une coopérative de production de café à Monte Ruz jusqu'à la création de la « Confederación Campesina de Cuba » (Confédération des Paysans cubains) où militaient des douzaines de nos camarades, les libertaires cubains furent to[...] guerre contre la [...] tant les paysans [...] la violence des t[...] cultiver sous [...] agraires libres o[...] coles révolutionn[...]

Dans cette lon[...] militants libertai[...] nés par les homm[...] propriétaires et [...] des Sabino PUPO [...] REZ. La date de [...] nier fut choisie p[...] lébrer le « Jour d[...] lutte et de comb[...] tions des paysan[...]

Au moment de [...] les organisation[...] lancèrent aux p[...] de la prise direc[...] ganiser des coop[...] vités agraires [...] attendre les déci[...] tarités du pays. [...] tout d'abord, fai[...] paysannes à la [...] velle économie [...] drait aux nécessi[...] les rendant direc[...] l'administration [...] yen d'assurer un[...] tion agricole. En[...] sions que l'action [...] empêcherait l'évo[...] volutionnaire ver[...] comme cela est [...]

La réponse im[...] dirigeants, consei[...] tes, fut l'expuls[...] paysans qui ava[...] avec menace d'ex[...] réforme agraire [...] persisteraient da[...] tude des dirigea[...] fut à l'origine d[...] de conflits et d[...] de compte le co[...] aux mains de l'[...] volutionnaires d[...] d'attendre les d[...]

La loi de réfo[...] avec fracas en m[...] passage de la pr[...] mains de l'Etat, [...] grands propriéta[...] des terres entre [...] ces derniers au [...] veau patron. La [...] tionnaire » s'ingé[...] toute initiative d[...] « coopératives ag[...] ges du peuple » [...] que des entrepris[...] nent sous la dire[...] missaires politiqu[...] vernement.

L'Institut nat[...] agraire contrôle [...] mine tout et n'[...] moindre possibilit[...] garnisation du t[...] 1960, quand le d[...] autoritaire en m[...] dent, nous, libert[...] déclaration de p[...] autres :

« ... La terre [...]
» Nous croyons [...]
» tous les paysan[...]
» Liberté ! » e[...]
» exacte des asp[...]
» paysans cubain[...]
» et à cultiver, d[...]
» niser et admini[...]
» efforts et de [...]
» leur semble : p[...]
» ou familiale da[...]
» création de co[...]
» duction dans d[...]
» tion de grange[...]
» sera possible, [...]
» bre volonté des [...]
» les décisions [...]
» l'Etat qui peu[...]
» très capables, [...]
» souvent les [...]
» l'agriculture e[...]
» hommes de la [...]
» Nous somme[...]
» longue expérien[...]
» tes révolutionn[...]
» la planification [...]
» terre, question [...]
» ple, ne peut [...]
» simple processu[...]
» exact que des [...]

(1) *La Révolution Cubaine, M. L. nos 55 et 56, décembre 59 et janvier 60.*

(2) *L'Anarchie dans la Révolution Cubaine, M. L. n° 65, décembre 60. La déclaration de La Havane, M. Berthault, M. L. n° 65, janvier 61. Pour la Révolution Cubaine, M. L. n° 67, février 61. CUBA, J. Viadiu, M. L., n° 80, mai 62. Prise de position de la FORA, M.L. n° 81, juin 62.*

(3) *La révolution cubaine en péril, Ariel, M. L. n° 70, mai 61. N° 71, juin 61, contenant 4 articles de : la rédaction, R. Hagnauer, G. Leval, M. Prévotel. L'énigme cubaine, A. Prudhommeaux, n° 74, novembre 61.*

(4) *« Reconstruir », n° 18 et 19, juillet et août 62, Buenos Aires.*

A CUBA

par Abelardo IGLESIAS

s présents dans la
de propriété, inci-
mparer même par
en friche pour les
de coopératives
collectivités agri-

lutte de nombreux
tombèrent assassi-
e main des grands
i eux les camara-
LIAN et Nicito PE-
assinat de ce der-
C. C. C. pour cé-
ysan », journée de
pour les revendica-
bloités et affamés.

hute de BATISTA
ertaires cubaines
s le mot d'ordre
s terres, pour or-
res et des collecti-
utionnaires, sans
des nouvelles au-
prétendions ainsi,
rticiper les masses
uction d'une nou-
le qui correspon-
éelles du pays, en
nt responsables de
erres, unique mo-
grande produc-
nd lieu nous pen-
masses paysannes
h de l'Etat dit ré-
forme totalitaire,
.
ate des nouveaux
par les communis-
manu militari des
occupé des terres,
du bénéfice de la
tée tous ceux qui
te voie. Cette atti-
révolutionnaires »
série assez longue
ents, mais en fin
e des terres resta
et les paysans ré-
n t se contenter
ns officielles.

ngraire promulguée
959 signifie plus le
té de la terre aux
l'expropriation des
que la répartition
aysans, et ramène
d'esclaves du nou-
que dite « révolu-
dès le début à tuer
aysans, créant des
» et des « gran-
sont rien d'autre
Etat qui fonction-
de véritables com-
signés par le gou-

de la Réforme
dirige tout, déter-
pas au paysan la
initiative dans l'or-
agraire. En juin
re de la politique
agricole fut évi-
avons publié une
es qui disait entre

ui qui la travaille.
e cri classique de
monde « Terre et
xpression la plus
ns immédiates des
la terre à labourer
liberté pour s'orga-
les fruits de leurs
désirs comme bon
culture individuelle
rtains cas, par la
ives libres de pro-
es, par l'organisa-
lectives là où cela
toujours par la li-
sans et jamais par
représentants de
être des hommes
qui ignorent bien
s matérielles de
aspirations des

vaincus, par une
quise dans les lut-
des paysans, que
exploitation de la
e pour notre peu-
aginer comme un
hnique, car s'il est
eurs inertes inter-

» viennent (terres et outils), le facteur » humain (en l'occurrence les volontés » des paysans) est décisif.

» C'est pour cette raison que nous » nous prononçons en faveur d'une or- » ganisation coopérative et collective sur » des bases absolument volontaires. L'ai- » de technique et culturelle apportée au » paysans étant sans doute le meilleur » moyen de le persuader de la supériorité » de l'exploitation collective sur le sys- » tème d'exploitation individuelle ou fa- » miliale. Faire le contraire, employer » la force et la coercition, reviendrait » en définitive à faire échouer la révo- » lution agraire, c'est-à-dire la Révolu- » tion elle-même dans son aspect essen- » tiel. »

Cette déclaration qui était une critique de la politique autoritaire du gouvernement dans les campagnes, fut qualifiée immédiatement de « contre-révolutionnaire » par les dirigeants du régime. BLAS ROCA, secrétaire général du Parti Socialiste Populaire (P. C. cubain) nous accusa alors d'être des « agents du State Department ». Cette attitude des officiels montra qu'il n'existait aucune possibilité de faire fructifier une position qui ne correspondait pas, dans la forme ou dans le fond, à la ligne tracée par le gouvernement dit révolutionnaire.

***

La politique étatiste dans les campagnes a conduit en premier lieu au mécontentement des paysans qui manifestèrent leur répulsion, face à une réforme agraire qui les a transformés en serfs de l'Etat totalitaire, en travaillant avec dégoût et en ne mettant pas le maximum de leurs efforts à l'accomplissement de leur tâche. En second lieu le marasme dans la production agricole revêt une telle ampleur que des produits typiques du pays qui couvraient, avant la Révolution, au moins 50 % des nécessités alimentaires du peuple cubain, sont devenus extrêmement rares ou inexistants sur le marché.

Le gouvernement fidélo-communiste a investi burocratiquement près de 800 millions de pesos dans la réforme agraire et le résultat est la sous-alimentation des couches les plus pauvres de la population. La nouvelle classe, et les anciens riches conservant encore des réserves économiques, continuent de manger copieusement tandis que le peuple s'appauvrit.

...de la joie à l'embrigadement... (Photo Viollet.)

★ Le dressage des syndicats

Le mouvement ouvrier cubain fut libre et indépendant vis-à-vis des gouvernements et des partis politiques depuis sa fondation par les libertaires, dans les derniers jours de la domination espagnole, jusqu'en 1938. A cette date les communistes pactisèrent avec le premier gouvernement de BATISTA et subordonnèrent l'action de la classe ouvrière aux intérêts de leur Parti et du gouvernement en place.

Avec la création de la Confédération des Travailleurs de Cuba les syndicats ouvriers perdirent alors leur autonomie et se virent soumis à la réglementation légale qui tendait à les maintenir sous la direction bureaucratique des staliniens et du ministre du travail. Mais l'influence des traditions anarcho-syndicalistes empêcha jusqu'à un certain point que la classe ouvrière acceptât passivement la nouvelle situation et renonçât à son indépendance en tant que classe. C'est pour cela que les travailleurs cubains ont défendu énergiquement leurs organisations et ont même fait fréquemment usage de la grève pour faire aboutir leurs revendications, bien que les grèves fussent interdites par la loi.

***

Lorsque BATISTA tomba, les militants pensèrent que les obstacles à leurs luttes revendicatives avaient disparu totalement et que par conséquent la classe ouvrière devait profiter de la liberté conquise par le triomphe de la Révolution pour corriger toutes les injustices accumulées. Mais cela n'était que « le songe d'une nuit d'été ». En fait le nouveau régime interdit immédiatement tout mouvement de type revendicatif et exigea des ouvriers qu'ils attendent tranquillement les décisions du gouvernement. Cette attitude est illustrée par deux phrases de Raul CASTRO : « Le meilleur syndicat, c'est l'Etat » et « Les travailleurs n'ont plus besoin de syndicats, car ils ont un gouvernement qui les défend et les protège ».

L'attitude officielle fut immédiatement appuyée par les dirigeants qui avaient pris les commandes des syndicats après le premier janvier. Ils déclarèrent que pour « défendre la Révolution » les travailleurs devaient renoncer à toutes leurs revendications.

D'autre part le nouveau régime niait tout droit d'intervention des syndicats dans les tâches fondamentales de la transformation révolutionnaire : au lieu de remettre la gestion des entreprises aux organisations ouvrières il la confiait à des hommes à sa solde.

Cependant, durant la première année, les masses ouvrières débordèrent les leaders improvisés et se lancèrent dans des grèves qui provoquèrent de sérieux conflits entre le gouvernement et les dirigeants des syndicats. Il fallut donc imposer des hommes plus capables de s'adapter aux exigences de l'Etat.

Actuellement les syndicats ouvriers cubains ne sont qu'un rouage du grand engrenage de l'Etat. Les dirigeants imposés par le nouveau régime se sont employés à liquider tout ce qui fut conquis pendant 80 années de luttes. A l'occasion du XIe Congrès de la C. T. C. ils firent entériner les dérogations à tous les droits acquis : congés payés annuels, arrêts de travail rétribués en cas de maladie, etc. On en arriva là après avoir balayé toute démocratie dans le fonctionnement interne des syndicats et écrasé tout mouvement de révolte des ouvriers. Les organisations syndicales cubaines sont devenues de simples agences gouvernementales qui ont pour but d'imposer sans discussion les décisions de l'Etat.

★ Une nouvelle oligarchie

Castro est arrivé à créer à son profit, au sein des masses, un sentiment de respect mystique et à faire accepter l'idée que les « héros de la révolution » appartenaient à une élite. Dans la conscience populaire cela réduisit le nombre des personnes ayant accès au pouvoir et le partageant (de façon limitée) avec le « leader suprême ».

En réalité le pouvoir repose solidement entre les mains des frères Castro et de Ché Guevara, et la technique qu'ils emploient pour gouverner six millions et demi de Cubains est extrêmement simple.

Ils désignent et destituent à leur convenance président de la République, ministres, dirigeants des syndicats, officiers, magistrats, etc. Ils gèrent l'économie sans rendre aucun compte. Ils ont à leur disposition tous les moyens de diffusion de la parole et de l'écrit.

Il est fréquent que l'un des trois improvise en public une solution à un problème quelconque et que le lendemain celle-ci soit transformée en loi par le simple jeu de l'approbation du soi-disant conseil des ministres.

Le peuple a un seul droit : assister aux grandes concentrations et applaudir jusqu'à l'épuisement.

★ Le peuple en uniforme

Le 8 janvier 1959, à son arrivée à La Havane, Fidel CASTRO, dit : « Des armes, pourquoi faire ? », mais au bout de quelques semaines la capitale était envahie par des milliers d'hommes en uniforme, récemment incorporés dans l'armée et la police organisée en toute hâte par le « gouvernement révolutionnaire ». Presque toutes les charges officielles furent occupées par des officiers de l'armée rebelle et de nombreux comités exécutifs provisoires de syndicats furent envahis par des militaires qui étalaient ostensiblement leurs uniformes et leurs galons.

Par réaction contre ce néo-militarisme, on en vint très vite à blaguer les contradictions entre les paroles de Fidel dans l'étape de la lutte contre BATISTA et l'arrogance des « guerriers » du nouveau régime. Et le commandant Camilo CIENFUEGOS (qui disparut mystérieusement en octobre 59) se vit dans l'obligation de défendre ses troupes par ces paroles : « l'armée rebelle, c'est le peuple en uniforme ». Les gens commencèrent à se dire que Fidel était en train de convertir le pays en une immense caserne.

***

Le gouvernement créa des organismes militaires pour hommes, femmes, jeunes gens et enfants : les Milices nationales révolutionnaires, l'Association des jeunes rebelles, l'Association des pionniers rebelles, les Brigades d'alphabétisation Conrado Benitez, les Bataillons féminins Mariana Grajales, etc., avec des uniformes de couleurs différentes et de coupe identique. La fièvre des uniformes fut telle que les dirigeants de la C. T. C., complètement subordonnés à la politique officielle, décidèrent que l'uniforme serait obligatoire pour tous les responsables syndicaux.

Nous, libertaires, observions la politique militariste du gouvernement avec beaucoup de méfiance. Nous connaissions parfaitement les dangers qu'affrontait la Révolution, mais nous ne pouvions nous laisser tromper par des phrases ronflantes. Nous savions parfaitement que pour entraîner au maniement des armes les ouvriers et les paysans il n'était pas nécessaire d'insister sur la discipline militaire. Notre point de vue fut exposé dans la Déclaration de principes déjà citée :

« En tant que travailleurs révolution- » naires nous sommes internationalistes, » c'est-à-dire fervents partisans de l'en- » tente pacifique de tous les peuples par- » dessus toutes les frontières géographi- » ques, linguistiques, raciales, politi- » ques ou religieuses. Si nous ressentons » un immense amour pour notre terre, le » même que ressentent les hommes des » autres pays pour la leur, nous sommes » opposés au nationalisme quel que soit » la voile dont il se couvre et adversaires » décidés du militarisme et de l'esprit » guerrier. *Nous refusons résolument* » *l'éducation militaire de la jeunesse, la* » *création d'une armée professionnelle* » *et la constitution d'organismes militai-* » *res pour jeunes gens et enfants.*

» Pour nous, nationalisme et militaris- » me sont synonymes de fascisme. *Nous* » *lutterons sans cesse pour qu'il y ait* » *moins de soldats et plus d'enseignants,* » *moins d'armes et plus de charrues,* » *moins de canons et plus de pain pour* » *tous.* »

***

Cette déclaration fut bien entendu qualifiée de « contre-révolutionnaire », accusée de « faire le jeu de la réaction » et de « salir la gloire de l'armée rebelle ». De plus le secrétaire général du P. S. P. prétendit que nous cherchions à empêcher l'organisation des forces défensives de la Révolution. Dans notre réponse nous réaffirmions notre volonté de ne pas voir les milices de défense contribuer à créer une mentalité militariste parmi les ouvriers et les paysans, parmi les enfants et les adolescents ; en outre nous faisions remarquer au secrétaire général du P. S. P. d'une part qu'il confondait l'enseignement de connaissances techniques relatives à l'usage des armes avec l'abrutissement militariste de la jeunesse, d'autre part que la confusion n'était pas objective, mais subjective : sa mentalité autoritaire lui interdisait d'imaginer une armée révolutionnaire sans hiérarchie et discipline de caserne, l'empêchait de concevoir que la révolution puisse être défendue par des hommes sans uniforme et sans galon, uniquement poussés par leurs convictions profondes.

Comme nous l'avons déjà signalé, notre réponse a été interdite.

Actuellement les formes militaires du « gouvernement révolutionnaire », comprennent plus d'un demi-million d'hommes, de femmes, d'enfants et d'adolescents, mais au moins 80 % des Cubains qui les composent sont inscrits sous la pression morale et la violence, surtout sous la menace d'être expulsés de leur travail s'ils n'accepent pas « volontairement » l'uniforme qu'on leur impose pour « défendre la révolution ».

***

La révolution cubaine est devenue un des thèmes de l'actualité soulevant le plus de polémiques : alors que le cycle des révolutions populaires semblait en train de s'éteindre on a vu jeter du bon bois sur les braises, en faisant jaillir de nouvelles flammes.

Aussi il est bien évident que nos objections n'ont rien de commun avec celles des réactionnaires qui se réfèrent toujours aux notions de propriété privée et de foi religieuse indispensable, selon eux, au maintien de la pleine dignité de l'homme, ni avec celles des « libéraux » américains qui insistent toujours sur la nécessité de maintenir vivantes « la démocratie représentative » en matière politique et « la liberté d'entreprise » en matière économique.

Il était normal que les militants anarchistes s'enthousiasment pour ce qui semblait être à ses débuts une révolution sociale authentique, grosse d'intentions libertaires si on en jugeait par les projets de ses leaders. Et le manque d'informations, dont la responsabilité nous incombe, à nous militants cubains, fut une source d'erreurs de jugement pour nos camarades d'autres pays.

Le sens critique de nombreux camarades fut souvent tenu en échec par l'aspect spectaculaire des mesures prises : expropriation des grands domaines et des grandes entreprises industrielles, diminution des tarifs des loyers et de l'électricité, et autres mesures favorisant apparemment le prolétariat ouvrier et paysan.

Mais, comme le disait un de nos compagnons de lutte, nous ne devons pas nous laisser aveugler par un examen superficiel des faits : il n'est pas suffisant, par exemple, de savoir qu'on poursuit les curés pour applaudir ; il faut savoir aussi pour quelles raisons les curés sont poursuivis, quel est le motif véritable du conflit avec la hiérarchie catholique, s'il s'agit d'une mesure progressiste tendant à donner plus de liberté au peuple ou d'une lutte féroce pour le monopole du pouvoir.

Nous devons raisonner ainsi dans tous les domaines, car nous savons que les privilèges de classe sont liés à l'existence même de l'Etat. *(Traduit de l'espagnol.)*

LES ESSAIS — GEORGES GUSDORF

SIGNIFICATION HUMAINE DE LA LIBERTE

Il est bien trop facilement admis dans les milieux libertaires que l'anarchisme n'e.t pas a repenser : les transformations profondes de notre monde depuis un siecle n exigeraient qu'une remise à jour des applications pratiques d'une théorie qui en elle-meme resterait actuelle. En fait, à chaque remembrement du monde correspond une réorganisation de la conscience et de la pensée. « *La philosophie traduit d'âge en âge la prise en charge du réel par la pensée* ».

Cette idée de l'évolution conjuguée de la pensée et des conditions de l'existence est un des fils directeurs du livre de Georges Gusdorf, « Signification humaine de la liberté », (Playot, 1962). Car si la liberté est devenue la valeur, l'exigence fondamentale de la conscience moderne, il s'en faut de beaucoup que d'autres âges et d'autres civilisations y aient attaché autant d'importance, quand meme l'idee ne leur en était complètement étrangère.

Une histoire de la culture

« Il ne saurait être question, en philosophie, d'éternels problèmes, car les problemes se renouvellent en meme temps que la face du monde et la conscience des hommes » (page 7) sous la constance des mots, les significations ne cessent de changer, et l'histoire de l'idée de liberté est indissociable d'une histoire de la culture.

Ce n'est donc pas un traité de métaphysique, mais bien une vivante enquete sur le sens concret de la liberté à diverses étapes de l'histoire que nous propose G. Gusdorf dans son essai.

Encore prend-il soin au départ de bien insister sur les types de cultures où le problème de la liberté ne se pose pas : le monde primitif, l'âge des grandes emprises et de l'astro-biologie, l'orient traditionnel. Et la psychologie contemporaine revèle clairement que l'homme moderne, lui aussi, ne s'arrache que difficilement dans son enfance à son unité indivise avec son entourage.

C'est avec la culture grecque qu'émerge notre problème de la liberté. Au fur et à mesure que la réflexion antique se dégage des sagesses orientales, se précisent des thèmes qui feront autorité pour toute la philosophie occidentale : la prise de conscience de l'être humain en tant que réalité indépendante et centre d'intérêt, la réflexion rationnelle comme critere de vérité, l'affirmation de l'autonomie du jugement fondant l'autonomie d'une existence soumise à la seule raison. Riche héritage, mais facilement dénaturé : car tous ces thèmes ont pris vie dans le contexte spirituel d'une religion cosmologique qui diffère du tout au tout de l'espace mental moderne.

De la fin de la culture hellénique à l'aube des temps modernes, il y a un long chemin, dont se dispensent volontiers bien des historiens universitaires, qui sautent cavalièrement de la Grèce à Descartes. Or, c'est une des contributions intéressantes de ce livre que de rendre justice à la réflexion du Moyen-Age et surtout aux découvertes passionées de la Renaissance.

Il y a un apport chrétien à la conscience de la liberté. Attribuant la liberté à Dieu, la tradition judéo-chrétienne promeut du même coup une méditation de la liberté, qui mènera à la revendication de la liberté par l'homme. Cette affirmation de la liberté s'appuie encore sur la notion biblique de *création* : la création étant jugée bonne, la liberté à laquelle elle est due se trouve mise en honneur. La valeur positive de la création donne un sens à l'histoire de la liberté et garde l'idée de progrès.

L'individualisme renaissant — n'oublions pas que la Renaissance représente trois siècles de l'histoire de la pensée occidentale — n'ira pas jusqu'à rejeter l'idée de Dieu. L'homme cependant prend une importance croissante. L'individu qui se dégage et s'affirme devient point de départ et de référence. Le progrès des découvertes, des sciences et des techniques permet une attitude dynamique et conquérante en face du monde.

« Jusque là dans l'histoire, et partout dans le monde, il n'y avait de liberté que dans l'obéissance à l'ordre. Elle sera recherchée désormais comme une rupture de l'ordre et un remembrement de l'homme et du monde, comme la création d'un ordre nouveau où l'homme affirme son droit d'initiative et de maîtrise. » (P. 151.)

D'objet de discussion, la liberté devient une donnée de la conscience et de l'action, un droit de l'homme et un devoir.

Le mécanisme qui se développe au XVIIe siècle va approfondir et renouveler ces perspectives. Avec la raison scientifique naît une nouvelle conscience de la liberté. La science en formation invite au deploiement des énergies par l'augmentation des possibilités humaines. Elle s'insère dans les mécanismes du monde pour accroître sans cesse l'efficacité de l'action. L'homme libre, c'est à présent le technicien, la liberté signifie désormais intervention dans le monde et vérification de la théorie par la pratique.

L'encyclopédie représente un pas de plus dans cette conception pratique de la liberté. Si au XVIIe siècle, l'homme se veut libre au milieu des choses, au siecle suivant il exigera sa liberté au milieu des hommes : la prise de conscience des implications éthiques, juridiques et politiques de l'idée de liberté se traduira par la revendication de celle-ci dans tous les domaines avec une énergie sans précédent. C'est le prélude à la Révolution de 89.

Avec la révolution industrielle s'opere le glissement du politique au social. Toute liberté paraît fictive qui ne serait pas sociale. Le socialisme et la sociologie naissante révèlent l'étroite interdépendance des individus au sein de la collectivité. C'est l'acte de naissance de l'ère des masses, mais en même temps se developpe et s'exaspère, par contrecoup l'affirmation véhémente de l'exigence individuelle. C'est avec cette double demarche que naît vraiment le sens moderne de la liberté.

Eclairer la condition humaine

Ce résumé rigide de quelque deux cents pages laisse inévitablement échapper la richesse de ce livre : cette culture vivante qui loin de se laisser fasciner par les « vedettes » de la philosophie occidentale se réfère sans cesse à l'unité d'une vie intellectuelle en constant devenir, interroge sans discrimination l'histoire des sciences et des techniques, la pensée religieuse, la littérature, le progrès des découvertes qui élargissent l'horizon géographique tout comme la sphère de l'univers.

En se proposant de dégager ainsi le sens concret que prend la liberté pour c h a q u e époque, G. Gusdorf met en lumière qu'elle n'est pas un objet, une qualité que l'homme posséderait ou ne possédérait pas, une fois pour toutes, mais bien « l'e n j e u » d'un combat toujours douteux » que chaque âge reprend à son compte dans des conditions différentes. Dans la signification vécue de la liberté s'exprime l'aventure globale de chaque époque, telle qu'elle se dessine dans tous les domaines de l'activité.

Et la récapitulation du passé rend possible un inventaire du présent. Ce n'est même qu'à ce prix que nous parviendrons à dégager la signification présente de la liberté, à délivrer la réflexion actuelle de la liberté des mythes et des dogmes contradictoires qui l'obscurcissent. « *Philosopher sainement, c'est d'abord se demander ce que parler veut dire* » (p. 11).

Entreprise menée avec clairté et discernement. Ne s'encombrant d'auc ne pédanterie et refusant le jargon. G. Gusdorff mène son enquete bon train, avec un sens sûr de la formule narquoise ou ironique qui résume mieux qu'un long paragraphe. De toute part, cet essai échappe au domaine du spécialiste.

Liberté, ligne de vie

En tant qu'anarchistes, nous sommes tout particulièrement intéressés par ce livre, puisque nous avons placé la liberté au centre de nos préoccupations et de notre action. Et parce que plus que bien d'autres, nous avons à réapprendre « ce que parler veut dire », à clarifier bien des notions qui entraînent par leur imprécision même des conflits dérisoires. Mais nous ne pouvons suivre G. Gusdorf jusqu'au bout, et c'est au moment même où il examine « l'exigence libertaire » que nous reprenons nos distances.

Non pas que nous contestions le sens positif que l'auteur donne à la liberté dans le contexte actuel. Quoique chrétien (protestant) G. Gusdorf se situe sur un terrain qui nous est proche, puisque sa recherche se rattache à la pensée existentielle, et que dans la philosophie contemporaine je pense qu'il n'y a pas de courant plus étroitement lié à l'anarchisme que l'existentialisme. Le cas de STIRNER, qui a été en fait le premier existentialiste athée, le prouverait déjà.

La liberté concrète représente pour chaque homme l'enjeu d'une lutte pour la vie personnelle qu'il poursuit de la naissance à la mort. Elle s'exprime dans l'orientation, dans l'unité plus ou moins nettes d'une existence et d'une personnalité. Elle n'est en rien indépendante des déterminismes, des conditions matérielles et des événements, mais en les utilisant ou les combattant, en reprenant son élan après chaque chute, elle se trace un chemin et s'inscrit dans la réalité. Liberté toujours « en situation », dont la conquête n'est jamais assurée, et qui ne peut être visée qu'à travers des entreprises concrètes, métier, travail, politique, amour, sexualité.

Rien que nous ne puissions reprendre. C'est la partie critique que nous récusons, car ici l'attitude de l'auteur change du tout au tout. Il n'est plus question de comprendre, mais de combattre et de neutraliser. Et en dernière analyse, la demande de Georges Gusdorf prend ici une allure d'exorcisme : vider la pensée moderne de ses éléments les plus effervescents et les plus dangereux en les projetant sur des philosophies réduites à leurs attitudes les plus négatives, et donc facilement pulvérisées après un tel traitement.

Nihilisme et volonté de créer

Sans compter que notre contempteur mele gaillardement dans la meme troupe échevelée et délirante, romantiques, « Jeune France », dandys affranchis, libertaires, surréalistes, existentialistes et blousons noirs. C'est se donner trop beau jeu au départ.

Je ne pense à nier pas plus qu'à renier les tendances prometheennes ou nihilistes de l'exigence contemporaine de liberté. Dans la dissolution même de la société bourgeoise et de tous les systèmes de valeurs donnés pour éternels, chaque existence doit recomposer à partir de son propre centre de valeur un réseau de signification. La tentation alors se présente de tout rejeter sans rien édifier, ou de rechercher la pure et simple exaltation des énergies vitales, sans but ou pour n'importe quel but. Et les vertigineuses possibilités du monde moderne peuvent mener à un « tout ou rien » qui débouche dans le suicide ou le rêve de vaines apocalypses.

En tout, pour la véritable exigence libertaire, affirmation et négation, création et destruction, sont les faces indissociables d'une même attitude. La pensée moderne rencontre sans cesse le nihilisme et l'absurde, mais dans la mesure où elle est volonté de création et de connaissance, elle y trouve une épuration, une radicalisation et une mise en question qui la sauvent du conformisme et de la stagnation. Finalement, c'est de très loin l'effort pour inaugurer une vie nouvelle et une communication authentique qui l'emporte dans le surréalisme et la morale existentialiste que propose Simone de BEAUVOIR (« PYRRHUS et CINEAS », « Pour une morale de l'ambiguité ». N.R.F.), n'est pas moins concrète que celle qu'esquisse Gusdorf. L'anarchisme enfin ne maintient sa contestation virulente que parce qu'il veut frayer la voie à une société plus humaine. N'est-il pas symptomatique que l'auteur ne prenne jamais en considération les luttes et les expériences du socialisme et du syndicalisme libertaires ?

Ce n'est pas là une raison pour négliger ce livre ou sous-estimer son importance. J'ai dit assez longuement l'apport précieux de ses premières analyses, et il est toujours bon que nous prenions conscience des tentations nihilites qui peuvent faire chavirer dans la destruction pure cette exigence libertaire qui (p. 236) « repr sente désormais l'un des courants essentiels de la culture européene ».

René FORAIN

BERNARD PRAT-COTTER

LE ROLE DES ANARCHISTES DANS LES SYNDICATS

I. - La crise du syndicalisme

Le mouvement syndical traverse depuis plusieurs dizaines d'années une crise très grave. Créé (par des anarchistes) pour être l'organisation de la classe opprimée en lutte pour mettre un terme à l'oppression sous toutes ses formes et dans tous les domaines (économie, culture, etc...), préfiguration par ses formes fédéralistes des structures d'une société communiste-libertaire, il a été divisé, après que les anarchistes en eurent été chassés, par les partis « ouvriers » et l'Eglise catholique. Chaque morceau de ce que fut la CGT, n'étant plus que l'appendice du Parti communiste ou socialiste ou de l'Eglise romaine de France, si on y ajoute la CFTC. Par voie de conséquence, chacune des caricatures de centrale syndicale n'a plus, pour activité, que celle qui consiste à introduire dans la classe ouvrière la politique des politiciens des partis de gauche ou de l'Eglise. Depuis des dizaines d'années, le mouvement syndical n'a plus de politique de classe, et, la référence à la disparition des conditions salariale et patronale, dans les Statuts confédéraux, ne sont plus que de pure forme, une simple relique rappelant le glorieux passé. Le Premier Mai n'est plus cette journée commémorative du sacrifice des cinq martyrs de Chicago (cinq anarchistes de ce qui devenait l'American Federation of Labour, l'équivalent américain de feu la CGT de France) tombés dans le combat pour les « huit heures de travail, huit de repos, huit de loisirs ». Le Premier Mai n'est plus qu'une vague fête du muguet. Parallèlement, les responsables des syndicats se sont intégrés dans l'appareil d'Etat, à travers des organismes tels que le « Conseil Economique et Social », « le Haut-Commissariat au Plan », le « Conseil du Marché Commun », etc. Les « chefs » syndicaux se vautrent dans la boue de la collaboration des classes, et, si de temps à autres, ils consentent à lancer des actions, celles-ci sont toujours limitées à des revendications de détails (et encore, on se garde bien de condamner les heures supplémentaires, ou, la hiérarchisation exagérée de plus en plus et bien d'autres choses encore, ce qui serait pourtant élémentaire !) et à des formes d'action parfaitement inopérantes, ne mettant pas en danger le pouvoir des capitalistes et... les fromages des bonzes syndicaux, ça va de soi !

Si on n'y prend garde, cette situation va aller s'aggravant et, la disparition du syndicalisme peut être considérée comme prochaine, faute d'un redressement aussi vigoureux qu'immédiat. Déjà, il y a plus de dix ans, l'extrême droite avait tenté, par le biais des « syndicats indépendants » de s'introduire dans le mouvement ouvrier à travers ses propres « syndicats ». Plus récemment, devant l'échec des précédents, la même extrême-droite (dont les éléments les plus rusés, donc les plus dangereux, occupent aujourd'hui le pouvoir en France) a tenté et partiellement réussi la colonisation de certains syndicats autonomes et leur unification avec plusieurs centrales de « syndicats indépendants ». Or, les récentes élections à la Sécurité Sociale, si elles confirment la déroute des syndicats « indépendants », démontrent aussi celle des « syndicats unifiés » (CGSU) (autonomes-indépendants).

Pour aller plus loin dans la voie de la fascisation de ce pays, il est indispensable au gouvernement et à son parti (l'UNR) de museler la classe ouvrière en domestiquant ses syndicats, faute de parvenir à en créer d'autres, couchés aux pieds du Maître.

Déjà, on parle de « donner aux représentants des salariés, la place qui leur revient de droit, dans la gestion de la communauté nationale. Il faut que nous dénonçions cette phraséologie faussement révolutionnaire. Car, si on envoie les dirigeants des centrales syndicales siéger au Sénat, où ils ne joueraient que le rôle de potiches, grassement rétribuées pour services éminents rendus au Capital, soyons certains que nos compères seront très « sages » avec le patronat, les Eglises et l'Etat. Ils pourront toujours prétendre que leur fromage de sénateur a une utilité « révolutionnaire » !

Un vent de révolte souffle dans la jeunesse. Et pourtant, il y a peu de jeunes dans les syndicats. Il y a en revanche une proportion inquiétante de « blousons noirs ». Le phénomène « blouson noir » est un acte de révolte contre une société dans laquelle les jeunes étouffent encore plus que tous les autres. Parce que l'homme ou le romantisme (entre autres valeurs) n'y comptent plus guère. Que cette révolte des B. N. ne debouche sur le néant et soit purement gratuite et négative, c'est rigoureusement certain. Mais, si les jeunes qui se tournent vers le syndicalisme sont si peu nombreux, cela tient, non pas à la nature de la jeunesse actuelle qui se joint aux anarchistes dans des proportions jamais atteintes auparavant, parce qu'elle aspire à vivre pleinement et librement, mais plutot, au fait que le mouvement syndical, intégré à la société d'exploitation, n'offre plus de perspectives de lutte pour un changement radical des structures sociales, économiques, politiques et culturelles de la communauté des hommes.

Ce sont les éléments de base de ce programme naturel du syndicalisme, celui qui ouvre la voie à la Révolution libertaire, que nous allons maintenant tenter de dégager.

II. - Le problème organisationnel du syndicalisme

Il y a, tout d'abord, l'affligeant spectacle du pluralisme syndical, lequel n'a même pas l'excuse de refléter le découpage entre les tendances qui expriment les différentes conceptions du syndicalisme. En effet, plusieurs tendances se manifestent dans chaque centrale et toutes se divisent en plusieurs centrales (y compris les « léninistes », qui se partagent entre la CGT et la FEN autonome). Non, cette division est plus artificielle et, n'a pas d'autre objet que de tenter de subordonner telle ou telle autre fraction des syndicats, à tel ou tel autre appareil politique ou confessionnel.

Dans l'esprit des anarchistes qui avaient fondé les syndicats, ceux-ci devaient être les organisations de la classe ouvrière, laquelle est une entité économique et sociale unique. Dans ces conditions, il est nécessaire de prévoir la réunification organique du syndicalisme et, de se battre pour y aboutir. Ne confondons pas : il est impensable que nous réclamions l'unité pour l'unité et, de bêler ce mot d'ordre comme le font trop de militants cégétistes, lesquels estiment devoir écarter « ce qui divise » et évite par con-

Les accords d'entreprise Rénault

Renault, usine nationalisée, est une entreprise capitaliste dans une société capitaliste sur le marché de l'automobile; c'est une concurrence acharnée, en France, dans le Marché Commun, sur le plan mondial. Une entreprise capitaliste ne peut « tenir » qu'en se modernisant sans cesse, c'est-à-dire, en trouvant de l'argent pour « investir », construire des usines nouvelles, remplacer les machines, modifier les chaînes de fabrication. L'argent, la régie, comme toute entreprise, le trouve en réduisant les prix de revient, en comprimant le plus possible les salaires, en accroissant la productivité du travail (augmentation des cadences, par exemple) car, d'un côté, la concurrence capitaliste l'empêche de jouer sur le prix de vente des voitures. Tout cela est l'objet de plans de production dans lesquels les machines, les matières premières, les ouvriers, sont sur le même plan, des éléments dans ce que les dirigeants appellent les coûts de production. Pour que tout tourne bien dans l'intérêt de tous les dirigeants, ceux de la régie et d'ailleurs, pour que les décisions qu'ils ont prises eux seuls dans l'intérêt de la société d'exploitation soient appliquées, il faut que les ouvriers restent les « choses », qu'ils sont dans les plans, il ne faut pas qu'ils coûtent plus cher que les dirigeants en ont décidé par avance, il faut que la production soit assurée normalement.

Dans une usine gigantesque comme Renault, le moindre accroc dans un coin peut bloquer toute la production : il ne faut pas qu'un conflit localisé puisse arrêter l'usine, il faut que la direction puisse connaître ce qui se passe partout pour éviter une grève ou pour la stopper avant qu'elle ne s'étende ou qu'elle ait des conséquences graves pour le plan de production. (La décentralisation des usines permet déjà de limiter les effets d'une grève partielle dans un département de fabrication d'une seule des trois principales usines Renault).

UNE VICTOIRE DES SYNDICATS

Les syndicats sont les intermédiaires tout trouvés pour aider les dirigeants à réaliser leurs plans, c'est-à-dire à bien gérer l'entreprise. Leur fonction aujourd'hui consiste à tout faire en toute circonstance pour que tout tourne normalement.

Tout le bruit fait autour des « accords Renault » n'a qu'une signification politique. Il est sans intérêt pour les ouvriers de Renault de discuter si la Direction Renault a pris les devants d'accord ou non avec le gouvernement, si c'est le début du « plan social » gaulliste, si une partie du patronat est ou n'est pas d'accord. Les syndicats peuvent crier victoire.

Victoire sur qui ? *Pas une victoire des travailleurs ?* Où et quand y a-t-il eu des luttes chez Renault ? Toujours pas les milliers de pétitions, ou les centaines de délégations ou encore les demi-heures de débrayages. (Tract C.G.T. du 4-1-63). Ce qui est important dans les accords, c'est le rôle que les syndicats ont joué (et continueront de jouer) entre la Direction et les ouvriers.

Avant l'accord. — « La Direction a présenté un texte exigeant des organisations syndicales qu'il ne soit fait aucune communication (publique) sous quelque forme que ce soit, pendant toute la durée des discussions.

Tous les syndicats C. G. T., C. F. T. C. et F. O. ont signé ce texte préalable le 11-12-1962 (tract C. G. T. du 14-12-62).

Ils ont accepté aussi qu'il n'y ait qu'un représentant par syndicat et par usine : autrement dit c'était vraiment des conversations entre dirigeants.

Cela signifie que les syndicats reconnaissent par écrit qu'ils peuvent fixer les conditions de travail sans que nous ayons rien à dire. Pour les ouvriers, les accords d'entreprise ce n'est plus ni moins qu'un changement d'horaire des trains ou une augmentation du prix du pain : ça se passe en dehors d'eux, ils doivent subir mais ne rien dire.

Les syndicats ont signé :

Que les accords « étaient à notre époque la meilleure base des relations entre salariés et employeurs », et que « toutes les questions relatives au statut du personnel ne sont pas réglées mais pourraient l'être de façon progressive ultérieurement » Qu'il était « dans l'intérêt du personnel de l'entreprise de poursuivre et d'améliorer les relations contractuelles » (texte de la motion préalable signé le 12 décembre 1962).

La voie des syndicats chez Renault (et ailleurs) c'est de se passer des travailleurs pourvu que les directions les reconnaissent comme des interlocuteurs valables (ils revendiquent d'ailleurs la reconnaissance « juridique » de la section syndicale d'entreprise). Les syndicats existent dans notre vie de travailleurs avec un rôle, une fonction, non parce que les ouvriers l'ont voulu, non parce qu'ils sont soutenus par une lutte, mais parce que l'état capitaliste leur reconnaît un droit qu'ils ne conservent que s'ils acceptent de jouer le jeu.

JOUER LE JEU pour les syndicats, c'est, une fois qu'ils ont accepté ce que la direction proposait, de le faire accepter par les ouvriers; ensuite, c'est briser toutes les luttes qui pourraient empêcher l'usine de bien tourner et la production de sortir comme le désirent les dirigeants. c'est de faire respecter *notre* signature ». C'est pour cela qu'il faut que les ouvriers croient qu'ils ont remporté une « grande victoire » sur le patronat. Plus ils le croiront, plus ils se tiendront tranquilles longtemps.

« Elargir la brèche », dit la C.G.T. (4-1-63). Quelle brèche ? « Faire reculer le pouvoir gaulliste ». Et l'U.N.R., qui veut étendre la 4ème semaine est accusée de tenter de s'approprier ce qui est la victoire des ouvriers ». Et on reparle de l'unité, etc.

QUE REPRESENTE LA « VICTOIRE OUVRIERE ? »

La 4ème semaine : Pour la Direction : moins de 2 % d'augmentation; production moindre pendant les vacances alors que les bagnoles se vendent mal; arrêt plus long pour l'entretien et la modification des chaines.

Pour les travailleurs : La simple récupération de la fatigue nerveuse causée par l'intensification de productivité.

Le retour progréssif aux 40 heures. — On n'en discutera pas avant un an; c'est-à-dire que la direction selon l'état du marché et l'avancement de sa modernisation pourra toujours revenir sur ses paroles et sur ses écrits. De plus tout cela pourrait bien être combiné avec un ralentissement des affaires avec la réduction de la durée du service militaire (modernisation de l'armée), l'avalanche des jeunes nés après 1945 remplacerait une augmentation de salaires, de sorte que la victoire des 40 heures pourrait bien coûter peu à la Régie et être bien amère pour les ouvriers.

4 % par an par tranches de 1 %. Cela ce sont des miettes que l'on cède aux travailleurs dans le **grand plan national** et qui sont bouffées d'avance par l'augmentation des prix.

Dans les autres points de détail relevons seulement la suppression du pointage pour certains agents de maîtrise d'atelier, qui crée une catégorie supplémentaire d'ouvriers qui se croiront au-dessus des autres par un privilège qui ne coûte strictement rien à la direction. C'est cela l'unité des Syndicats.

La conclusion c'est BOTHEREAU, secrétaire de F. O. qui la fournit. Dans l'hebdomadaire « Force Ouvrière » n° 876 du 16 janvier 1963, il finit en ces termes son éditorial sur la 4ème semaine et les accords Renault : « Mais il est inutile d'entreprendre à propos de la quatrième semaine, des recherches de paternité, inutile que les économiers se disputent pour savoir si la chose née chez Renault a été voulue, acceptée, tolérée ou combinée, par telle ou telle personne consulaire. Qui en l'occurrence fut le doigt de Dieu, et y en eut-il un ?

Le doigt de Dieu ? Nous croyons que c'était les travailleurs qui arrachaient quelque chose par leurs luttes.

Quand un patron, un dirigeant, quel qu'il soit, « accorde » quelque chose *sans lutte* peu importe en fin de compte de savoir qui a commencé, du dirigeant syndical, du bureaucrate d'Etat, du « grand capitaliste » ou du ministre du travail (qu'il soit U. N. R., socialiste ou communiste). *Ce qu'ils « donnent » c'est dans leur intérêt*, c'est cela qui est essentiel. Le reste c'est de la littérature.

On nous a dit dans le passé que « l'orchestre de la Confédération F. O. sonnait deux tons trop bas ». En réalité, il joue juste mais ni pour nos oreilles, ni à notre mesure.

Les travailleurs comprennent tout de suite de quelle musique il s'agit. Bien sûr les travailleurs prendront la 4e semaine, qu'y aura-t-il de changé à leur situation dans l'usine ?

Ce n'est que par leur lutte qu'ils conquerront et qu'ils garderont une modification réelle de leur condition d'ouvrier. Et cette lutte, aujourd'hui ne passe plus par les syndicats, mais contre eux...

(Cet article nous a été transmis par les camarades d' « Informations et Correspondances ouvrieres)

★

Les fonctionnaires s'interrogent

Le Congrès de la Fédération Générale des Fonctionnaires F.O. s'est tenu à Puteaux au début de janvier. Sur le Congrès de 1959, qui venait de réaliser ce qu'était devenue la République capitaliste aux mains des hommes de l'activisme petit-bourgeois, ce Congrès enregistre le recul de la classe ouvrière en ce qu'il a abandonné les revendications plus ambitieuses de rattrapage, immédiat, des salaires du secteur nationalisé et de salaires binômes, etc., par le jeu des *seules* forces du syndicalisme dit « libre ». Mais ce Congrès de 1963 a réaffirmé le caractère de classe, à l'échelle mondiale, de l'offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs. Tous les orateurs, sauf un, ont affirmé la nécessité de se refuser à l'intégration — sous quelque forme que ce soit — du syndicalisme à l'appareil d'Etat du régime. Ayant pris une mesure plus approchée des menaces contenues dans l'évolution du gaullisme, comme agent de l'expansion du capitalisme, ce Congrès a assimilé un certain nombre de choses qui furent, dans le passé récent, l'apanage des positions de la minorité syndicaliste-révolutionnaire. On reconnaît ce tournant d'abord dans le recours à l'unité d'action de toutes les Organisations, sans exclusive, pour agir contre l'Etat-patron se refusant à satisfaire une « sélection » des revendications jugées les plus urgentes de la fonction publique. Cette limitation a quatre points essentiels sur un programme syndical de Front unique dont la Fonction publique est la traduction de cette volonté de trouver des possibilités d'accord avec toutes les organisations et constitue un facteur très positif. Cette prise de position reflète la prise de conscience du Congrès F. O. des Fonctionnaires du danger et des difficultés de l'action syndicale sous le pouvoir autoritaire. Que le Congrès ait mis en avant l'ouverture de la grille hiérarchique, la suppression de l'abattement du 1/6 sur la durée des carrières pour les retraités, la suppression des abattements de zones et le salaire national minimum mensuel à 600 frs, signifie qu'il veut essayer de faire prévaloir une mobilisation générale de tous les agents de l'Etat sur les luttes catégorielles pour telle ou telle catégorie seulement. Cela a été expressément souligné comme étant une réplique au « défilement » du Congrès de la F. E. N. Autonome vers les luttes catégorielles. Cette orientation est un pas, timide, fait vers une orientation dont la logique est encore refusée par trop de réformistes de F. O. En effet, si faire prévaloir le programme général de la Fonction publique en vue d'une lutte générale contre les programmes corporatistes opposés les uns aux autres est un signe certain de compréhension, ce programme, pour atteindre son plein effet, exige ces conditions. Que l'ouverture de la grille hiérarchique soit un appât lancé aux appétits catégoriels de la F. E. N. et des autres... n'en fera pas moins que ce stigmate, ultra-réactionnaire, soit impropre à satisfaire la masse des exploités de la Fonction publique. Le rejet de l'amendement de la minorité proposant comme mesure immédiate un acompte, à valoir sur le salaire plancher de 600 frs, uniforme de 130 frs mensuels pour tous est aussi un signe du caractère limité du pas en avant fait par ce Congrès.

RENE LEPAUVRE

Communiqué de l'UD Force Ouvrière de la R. parisienne

La Commission Exécutive de Syndicats « Force Ouvrière » de la Région Parisienne, réunie le 14 janvier 1963, enregistre avec satisfaction les résultats de l'action syndicale qui ont permis d'obtenir, notamment chez Renault, une 4e semaine de congé payé.

.. ..

A une époque où le progrès technique s'accélère chaque jour davantage, la Commission Exécutive, estimant que c'est ce progrès qui doit être au service de l'homme et non l'inverse, affirme qu'actuellement l'état de l'économie française permet, dans un avenir rapproché, le retour à la semaine de 40 heures et l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 pour les femmes.

En d'autres termes, la Commission Exécutive insiste sur le fait que pour les travailleurs le choix se situe entre ces deux politiques qui s'excluent mutuellement.

Elle s'affirme dans la tradition constante du mouvement syndical, résolument opposée aux ruineuses dépenses militaires qui, non seulement, empêchent, retardent ou réduisent le progrès social mais suscitent et nourrissent la régression sociale.

C'est ainsi que s'expliquent les réquisitions de travailleurs qui luttent pour l'amélioration de leur condition.

C'est ainsi que s'explique l'étatisation progressive des conquêtes sociales ouvrières, et particulièrement de la Sécurité Sociale.

La Commission Exécutive de l'Union invite ses responsables syndicaux et ses adhérents à considérer ces problèmes et à poursuivre énergiquement la lutte quotidienne pour l'amélioration des conditions de salaire et de travail dans la paix et la liberté.

---

séquent d'aborder les problèmes de fond que pose toute perspective d'unification syndicale. Problèmes d'organisation, problèmes de doctrine syndicaliste. L'unification syndicale ne peut se refaire que sur la base d'un programme, d'abord et, sur des méthodes de fonctionnement d'une CGT réunifiée, ensuite. Or, ce programme et les méthodes d'organisation interne et de lutte, pour le faire passer dans les réalités, ne peuvent que découler d'un retour aux sources, c'est-à-dire, essentiellement a une prise de conscience de la profonde présence de la lutte des classes.

Il convient, avant de poursuivre, de faire une mise au point à propos de cette expression : la lutte des classes. Que d'encre, que d'encre, pour écrire les plus invraisemblables fadaises sur la lutte des classes ! Certains, et notamment les partisans (gaullistes ou non) de l'association « capital-travail » (association des voleurs et des volés, rien de moins soit dit en passant), vont jusqu'à affirmer que la théorie (sic) de la lutte des classes est périmée. Or, elle l'est d'autant plus, qu'elle n'a jamais existé. Ces gens, qui n'ont décidément pas le moindre sens du ridicule, ignorent naïvement ce « tout petit » détail Il existe en effet, une certaine marge entre une théorie, qui est avant tout une construction intellectuelle, une idée jaillie des esprits (que cette idée soit ou non rationnelle) et, un phénomène (social, en l'occurrence) qui, lui, est un fait naturel apparent, palpable matériellement. Ainsi, comme exemple nous pourrions citer les grèves de septembre 1955 à Nantes et à Saint-Nazaire, au cours desquelles, dans la rue, se sont trouvés face à face, d'une part des dizaines de milliers d'ouvriers et, d'autre part, plusieurs milliers de CRS faisant usage de leurs armes (un mort, le jeune ouvrier Jean Rigollet). Il s'agit là, d'un épisode de la lutte des classes, parmi des milliers d'autres, et nous voulons bien être perdus, si quelqu'un parvenait à nous démontrer qu'il s'agit là de théorie ! Non, nous constatons là, un fait social concret, opposant les opprimés, qui revendiquent une amélioration de leur sort et qui se battent pour l'obtenir, contre la police, l'armée, les tribunaux, les Eglises, et... l'Etat, protecteurs de ceux qui exploitent la multitude asservie, quand ils ne sont pas eux-mêmes les exploiteurs.

Le syndicalisme doit revenir à ces méthodes de luttes, en finir avec le culte de la hiérarchie et des augmentations hiérarchisées des salaires, en finir avec cette coupable tolérance à l'égard des heures supplémentaires, du travail à la tâche ou aux pièces, en finir avec tous ces simulacres d'actions substitués à l'action elle-même et allant du débrayage d'une heure ou deux, par atelier, par chantier, par bureau, par catégorie (par personne, presque) au « pétitionisme » et qui donnent aux travailleurs l'illusion de faire quelque chose alors qu'en fait ils ne font rien, parce qu'on ne leur fait rien faire pour en sortir.

Le syndicalisme doit cesser de se cantonner dans la défensive à la petite semaine. De se borner à revendiquer des aménagements plus favorables aux travailleurs, mais restant dans le cadre de la société d'exploitation. Le syndicalisme doit, au contraire, passer à l'offensive et, jouer tout son rôle d'organisation des masses salariées en lutte contre le Capital et la Bureaucratie, pour le socialisme libertaire. Les moyens à employer ne peuvent qu'etre à la mesure de pareilles ambitions. Ils seront nécessairement violents, pour briser la prévisible résistance des capitalistes, des politiciens, des policiers, des militaires, des ecclésiastiques, des juges et de ceux que nous aurions pu omettre dans cette énumération, si on tient compte de tous les intérêts, aussi copieux que sordides, qu'ils trouvent dans la société d'exploitation quelle qu'en soit la forme.

Il nous faut donc nous assigner comme tâche première dans les syndicats, le nettoyage de la « maison ». C'est-à-dire, écarter des fonctions de responsabilité ceux qui en font un métier, une carrière, imposer le retrait des syndicats des organismes afficiels (Conseil Economique et Social, par exemple), empêcher la nomination de « syndicalistes-sénateurs », faire une chasse impitoyable à ceux qui ne sont, dans les syndicats, que pour y répandre la « marchandise » garantie inusable et fabriquée dans les laboratoires du sacro-saint parti ou de « notre sainte-mère l'Eglise » (y a-t-il seulement une différence ?) dont ils sont les porte-parole.

Le mouvement syndical ne redeviendra lui-même, que s'il parvient à reconquérir son indépendance à l'égard des partis, des sectes, des Eglises, des gouvernements (même « ouvriers »). Le syndicat ne doit dépendre que de la classe ouvrière et, redevenir ce qu'il était à l'origine, ce qu'en avaient fait les anarchistes, l'organisation de classe des travailleurs en lutte pour l'élaboration d'une société libertaire dans laquelle chaque individu pourra enfin être lui-même, tout lui-même.

En souvenir de Simone Weil

(1909-1943).

La librairie-galerie Péron, 7ter, rue Saint-Placide, s'est ouverte en juin dernier sur une belle exposition « DESNOS vivant ».

La publication par Gallimard de « Pensées sans ordre concernant l'amour de Dieu », inédits de Simone WEIL, a été l'occasion d'une nouvelle exposition le mois dernier. Sous le titre « Présence de Simone Weil », de pieuses mains ont rassemblé une quantité estimable de documents.

Certes, des images, des pages de cahiers et de carnets, des copies d'écolière, des notes, des diplômes nous aident à retracer l'enfance et la jeunesse studieuses de la future agrégée de philosophie. Mais, pour nous, l'exposition ne commence vraiment qu'avec la photographie d'un ouvrier face à une horloge de pointage, de l'ouvrier face à l'horloge.

« Le premier détail qui, dans la journée, rend la servitude sensible, c'est la pendule de pointage. »

La servitude, l'usine, Simone Weil va les connaître.

Entrée à l'Ecole Normale Supérieure à 19 ans, elle passe l'agrégation de philosophie à 22. Nommée professeur au lycée du Puy, elle s'y trouve, en 1931-32, en pleine agitation sociale et se lie bientôt aux milieux syndicalistes-révolutionnaires. Scandale : comme on fait casser des cailloux aux chômeurs, elle se met à manier le pic avec eux. Elle fixe son maximum vital au chiffre de l'allocation de chômage donnée aux ouvriers de la ville, et distribue le surplus de ses appointements. Le jour de la fin du mois ses protégés font queue à sa porte. Le lycée s'émeut. Un inspecteur menace Simone de révocation. Elle réplique que ce serait le couronnement de sa carrière.

Une coupure jaunie du *Populaire*, daté du 8 février 1932, nous rappelle « En face de la crise — la généreuse initiative d'une normalienne ».

Simone collabore à *La Révolution prolétarienne*. Sur la couverture brique du n° du 25 août 1933 figure le sommaire. En gros titre : « Allons-nous vers la Révolution prolétarienne ? », par Simone Weil. Cet article d'une extraordinaire maturité (écrit à 24 ans) est son premier essai théorique rigoureux au sujet de l'oppression sociale.

Du 4 décembre 1934 au 5 avril 1935, elle travaille chez Alsthom ; du 6 juin au 22 août 1935, chez Renault. Pas dans les bureaux : dans les ateliers, à l'échelon le plus bas. Certificats, bulletins de paie en attestent. Sa santé fragile l'oblige à abandonner.

Mais la guerre d'Espagne l'appelle. Elle rejoint Barcelone. Sa campagne sera brève : août-septembre 1936. Une fois de plus, victime d'un accident, elle regagne Paris.

A propos des grèves chez Renault en 1936, elle écrit : « Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser, se tenir debout, prendre la parole à son tour, se sentir des hommes pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie, une joie pure, une joie sans mélange. »

Elle collabore au *Libertaire syndicaliste*. En première page du numéro 23, octobre 1936, on peut lire sous sa signature un long article sur « La déclaration de la C. G. T. ».

La vie passe vite, les événements se précipitent. Simone Weil fera une dernière expérience ouvrière comme journalière agricole dans le Gard pendant l'été 1941. Elle quitte Marseille en mai 1942, passe à New York, de là rejoint en Angleterre les réseaux gaullistes. Elle s'éteint le 24 août 1943 au sanatorium d'Ashord (Kent).

Après sa mort, à partir de 1947-48, on commencera à publier ses manuscrits. Pour nous, son grand livre restera « La condition ouvrière », Gallimard, 1951. Deux publications recentes dans des collections à bon marché peuvent encore nous faciliter son approche :

— La pesanteur et la grâce, collection Le monde en 10-18.
— L'enracinement, coll. Idées, NFR Gallimard.

J.-L. GERARD

★

Massacre incomplet

« Il y a des lois, et il n'est que trop normal que ces lois soient respectées... Sinon, c'est L'ANARCHIE ! » — (Ciné-Massacre n° 4).

Siné-Massacre vient de paraître. Qu'est-ce que c'est, et en quoi cela nous concerne-t-il ?

Puisque LE MONDE LIBERTAIRE est un journal sérieux, il fallait à l'Anarchie un « Père Peinard » moderne. Après tout, l'époque des révolutionnaires barbus, doctrinaires ou barricadiers en redingote est revolue. Et puis c'est bien beau de toujours parler doctrine, classiques, tendances, mais il existe aussi une tradition libertaire qui consiste à cracher sur un certain nombre de gens, en général toujours les mêmes, avec assez d'humour et de verve pour masquer une mauvaise foi fort sympathique.

Cependant, il manque quelque chose au journal de Siné pour en faire un journal « du côté de chez nous ». (D'ailleurs, le veut-il ?)

Nous avons bien en commun quelques têtes de turcs : les curés, les flics, les colonialistes, les fascistes, De Gaulle. Tout en essayant d'aller plus loin qu'il n'est généralement permis, il s'arrête à mi-chemin. Il manque quelques personnes de plus sur ses dessins pour que sa hargne terrible, son combat contre la bêtise, soit une révolte libératrice.

Car, en fin de compte, on raille l'armée, mais c'est une armée bien définie, c'est l'armée de la réaction. On raille le pouvoir, mais le pouvoir capitaliste, pas l'autre. On vitupère contre la police, mais pas contre toutes les polices. (Reproches que l'on ne peut faire à Bosc, par exemple).

Il faut dire que Siné, dans ses dessins, sort rarement hors de France. Mais tout de même, il ne suffit pas de se moquer de toute la droite et de « L'Express », pour être révolutionnaire, et encore moins anar.

Cela dit, nous sommes naturellement avec Siné et il peut compter sur nous pour diffuser son journal.

J. R.

★

Reconnaissance à Louis Lecoin

C'est sous ce titre qu'est paru le dernier numéro de « La Tour du Feu » (1). Au premier abord, c'est un titre qui peut surprendre, voir scandaliser la plupart d'entre nous. N'est-ce pas là, en effet, une entreprise vouée à l'échec ? N'est-ce pas déformer Lecoin que d'en faire un sujet de poème, allons-nous retrouver cette tape chaleureuse de sa main sur nos épaules, cette transparence bleutée d'un regard qui à lui seul est déjà communication, et surtout ce copain que ses intimes surnomment « P'tit Louis ». Eh bien ! je crois que non ! Nous ne retrouvons pas dans cette canonisation Lecoin tel qu'en lui-même le présent nous le perpétue. Et aux poèmes en hommage à Louis Lecoin (« une chanson de geste »), je préfère de beaucoup une « objection de la vie » qui refuse de se payer de mots. Et ceci, non par goût du scandale, non par un anti-conformisme de principe, mais simplement par amour de la poésie.

Oui, je préfère le « non » de GILBERT LAMIREAU : « le seul hommage à rendre à Louis Lecoin serait de l'imiter : mais nous sommes tous trop lâches pour cela », le « hélas, c'est du scoutisme, et à retardement... », de ROBERT-GILLES LACROIX, le « je ne suis pas d'accord » de GUY CHAMBELLAND, à ces « Poings germés » de BERIMONT, ces poings germés auxquels la sève ou le sang font défaut. Cet homme aux poings germés est une statue trop bien faite. Ce n'est pas Lecoin et c'est un mauvais poème, je veux dire qu'il ne libère en nous aucune des entraves « logiques, morales ou de bon goût », qui sont les premières ennemies de la poésie. Tout le monde, bien sûr, ne peut écrire « d'ode à Charles Fourier », mais quand même...

Parmi ces poèmes en hommage à Lecoin, celui de MARC BEIGBEDER me semble le mieux venu, mais je n'ai trouvé nulle part sous la signature d'un poète de la Tour le : « je ne sais pas, je ne peux pas écrire un poème en hommage à Lecoin » qui aurait été une défense de la poésie, sans être un recul face à l'amitié. bien au contraire ! Souvenez-vous de Montaigne : « Si on me pressait de dire pourquoi je l'aimais, je sens que cela ne pourrait s'exprimer (2) qu'en répondant : parce que c'était lui, parce que c'était moi. »

Toutefois ce numéro de la « Tour de Feu » comme toutes les entreprises discutables, n'en reste pas moins intéressant; que toutes les opinions y soient admises, est déjà une garantie que si poésie engagée il y a (la poésie est toujours engagée), poésie muselée il ne peut y avoir. A la suite de cette reconnaissance à Louis Lecoin, quelques pages consacrées à RENE-GUY CADOU et signées J. DANIEL MAUBLANC, qui ont le mérite d'effacer les mythes discutables, pour tracer un portrait de poète qui demeure un visage d'homme. La critique de poésie de GRAD est passionnante, libre, débridée, authentique comme elle l'est toujours à la « Tour de Feu ».

C. KOTTELANNE

(1) En vente à notre librairie.
(2) C'est moi qui souligne.

★

Les peintres témoins de leur temps

Les peintres témoins de leur temps illustrent, cette année, l'Evénement; ce n'en sera pas un.

Jamais les murs de Galliera n'ont été le reflet de semblables navets, d'une pareille médiocrité, d'une telle absence de création. Le concile encombre de mitres des toiles d'une consternante mièvrerie.

Chapelain-Midy trouve l'Evénement chez Matisse, ce qui nous montre, au moins, l'étendue de son talent !

Le très officiel Mac Avoy, quant à lui, peut se flatter d'avoir un modèle à la hauteur de sa mauvaise production : notre général.

L'actuelle peinture est décadente. Le commercialisme l'a tuée. Les exposants cachent l'étroitesse de leur valeur dans le gigantisme, quand ils ne s'abandonnent pas à de fumistes abstractions linéaires. Tout cela ne peut être que le bien pâle témoignage d'un art qui décline, d'un art qui n'est plus le témoin que des reliquats d'une guerre périmée, d'un éclesiastisme aussi envahissant que ridicule, quand il ne voit pas l'Evénement dans la fermeture des bordels. A cela la valeur des Fontanorosa, Simon-Auguste et quelques autres, oubliés, ne pouvait rien changer.

La peinture se meurt, du moins ce que l'on nous en montre. Il est de vrais artistes qui demeurent dans l'ombre. Ils n'étaient, hélas, pas à Galliéra.

Michel LE BRUN

NOUVELLES HEURES D'OUVERTURE DE LA LIBRAIRIE

A partir du 1er février, la librairie sera ouverte les mardis, mercredis, jeudis, vendredis de 12 h à 19 h. Les samedis de 10 h **à 19 h.**

Fermée les *dimanches* et les *lundis*.

***

Complément à la souscription, UGAC 600,00 F.

★

Radio

L'administration de la R. T. F. doit en principe commencer, à partir de Mars prochain, son installation à la Maison de la Radio, Quai de Passy. La centralisation de tous les services devrait, à l'avenir, simplifier la tâche des producteurs genes jusqu'ici par un extravagant éparpillement. Le permis de construire de la nouvelle citadelle des ondes fut délivré en 1954 par CHABAN-DELMAS, alors ministre de la Reconstruction. Devinette : de quel parti était-il à l'époque ?

***

La radio suisse a donné sur les ondes de Lausanne une série d'entretiens avec Edouard DALADIER.

L'ex-taureau du Vaucluse narre sa guerre en long et en large ; à propos de l'annexion par l'armée polonaise, d'un morceau de Moravie lors de l'affaire tchèque, il nous dit qu'il voulait dénoncer le pacte franco-polonais mais le personnel du Quai d'Orsay s'y opposa. On pense irrésistiblement au sinistre pelliciste qui régentait alors la diplomatie française : Alexis LEGER. Celui-ci fait une nouvelle carrière dans la poésie sous le nom de Saint-John Perse. La paix aurait peut-être gagné à ce qu'il découvrît plus tôt sa vocation poétique.

***

Nous avons déjà dit ici tout le bien que nous pensions de l'excellente émission de Jean CHOUQUET ; « Dimanche dans un fauteuil », FRANCE I, Paris-Inter, Dimanche 14 H 18. Outre les rubriques déjà citées et de larges extraits des meilleurs spectacles de variétés, les présentateurs, alternativement Max FAVALELLI et Robert BEAUVAIS, nous proposent de succulents pastiches littéraires de Claude AMY, de malicieux couplets d'actualité du « petit poète » Roland Bacri, chantés par Denise BENOIT et Michel MERY et un tas de bonnes chroniques, dont une brillante entre toutes, de l'écrivain et critique littéraire Henri GUILLEMIN, qui nous a entretenus, ces derniers dimanches, de la vie d'Emile Zola. En tout, deux heures qui filent trop vite à notre gré.

***

PARIS - INTER nous propose assez irrégulièrement une émission-magazine : « Le Monde est à vous », également réalisée par Jean CHOUQUET. Dimanche 19 h 50.

Comme tout magazine, « Le Monde est à vous » est extrêmement varié et cherche à « coller » l'actualité.

Lors de l'émission du 13 Janvier, nous avons pu entendre un dangereux savant qui affirme que, grâce à des injections ou des vaccins, nos petits-enfants seront dotés d'intelligences exceptionnelles. On est atterré à la pensée que la technocratie montante est en passe de confier le sort de l'humanite à des apprentis - sorciers qui, n'hésitant pas à transgresser les lois naturelles, risquent allègrement de provoquer d'irrémediables catastrophes.

J. F. STAS

★

Benjamin Perret

Un maniaque de la dédicace, à la faveur d'un article parfaitement inutile sur Paul Eluard, se permettait dans le numéro d'*Arts*, du 21-II-62, de salir bassement au passage, la mémoire de B. Péret et ce en des termes odieux et denués de toute véracité. Ce triste plumitif, nommé Georges Hugnet, reçut, comme il le méritait, la visite de trois amis du poète et l'un d'entre eux lui administra une paire de claques, seule intervention logique à l'égard d'un tel salaud. L'incident pourrait se clore là, mais ce mufle collectionneur de dédicaces, fidèle à sa mentalité de cloporte littéraire, porta plainte et alerta la presse. Cette (1) dernière, toujours au garde-à-vous devant le conformisme, s'en tint à relater les faits selon la version d'Hugnet, ne cherchant point à connaître l'avis de nos amis surréalistes et surtout ne songeant pas un seul instant à apporter un désavœu à l'article calomnieux d'Hugnet.

Comme pour nous, la presse bourgeoise, par son silence, fait payer aux surréalistes une riche tradition de luttes et de pensées révolutionnaires. Et parmi cette presse et à l'occasion de cette affaire, *Arts* et *France-Soir* détiennent la palme de la goujaterie en refusant de publier les lettres rectificatives de nos amis.

Aussi, dans notre journal nous tenons à dire que pendant que ce monsieur Hugnet classait ses poussiéreuses dédicaces, B. Péret menait un combat où constamment il s'exposait pour la liberté et l'émancipation de l'homme. Nous rappellerons également que B. Péret fut arrêté en 1940 pour propagande anti-militariste au sein même de l'armée et réussit in extremis à gagner le Mexique, car les Etats-Unis le jugeaient indésirable pour sa participation active à la Révolution espagnole. Dès juillet 1936, B. Péret combattit dans les rangs des milices du POUM et non dans les Brigades Internationales, comme quelqu'un de mal informé l'a avancé tout dernièrement. Pour conclure, nous citerons un passage d'une lettre de protestation que M. Parinaud, directeur d'*Arts*, s'est refusé de publier dans son journal en réponse aux insultes d'Hugnet. Cette missive émane de Juan Andrade, membre, à l'époque, du Comité exécutif du POUM.

« *B. Péret fut fidèle à ses options politiques. Se livrant tout entier à la lutte, il prit part aux mêmes dangers que les travailleurs combattants et s'identifia totalement à sa vie de milicien sur le front d'Aragon. S'opposant aux militaires fascistes, avec les armes rudimentaires dont on disposait, il sut aussi lutter pour la liberté du socialisme et affronter le terrorisme stalinien. Ceux qui vécurent ces grands moments de l'histoire politique espagnole, savent bien quel courage, quelle volonté et quelle foi étaient nécessaires pour mener de front les deux combats. Je crois pouvoir parler au nom de tous les militants du POUM de Barcelone et même au nom des nombreux amis anarcho-syndicalistes de Péret, pour, malgré ce qui put nous séparer, revendiquer sa mémoire et me porter garant de son comportement pendant la guerre civile espagnole. Nous attendons que le calomniateur présente l'ombre d'un témoignage contraire.* »

Voilà ce que nous devions à celui qui fut un authentique révolutionnaire et un grand poète.

F. LEMOINE

(1) France Observateur *mis à part qui, sous la plume de Revel, a publié un article objectif concernant cette affaire.*

Les EXPERIENCES PARALELLES

Evolution de l'art dramatique théâtral et cinématographique

PAR JEAN ROLLIN

Il est difficile de situer la première représentation théâtrale. Nous connaissons peu de textes, et à peu près aucun d'auteur avant les Grecs. Pourtant, le théâtre dramatique d'Eschyle, celui, satirique, d'Aristophane, garde de nos jours une telle clarté, une telle plénitude, qu'il semble évident qu'une longue tradition précéda cette époque, dans d'autres pays, un art dramatique autre que le dithyrambe qui précéda, chez les Grecs, la tragédie. La facilité avec laquelle la pensée de l'auteur s'exprime, ne peut être le fait de son seul génie. Il est donc probable que le théâtre connut, avant d'être jugé digne d'engendrer une tradition et de créer des mythes, une période d'errements et de mésestimation de la part des historiens, des seuls juges, c'est-à-dire des chefs d'Etat et des prêtres.

La première représentation théâtrale fut sans doute le fait d'une « troupe » itinérante, les amuseurs publics ne laissant pas de traces.

Les seuls spectacles dont nous pouvons avoir une idée sont les cérémonies, la plupart religieuses, existant depuis les temps les plus reculés, cérémonies druidiques ou égyptiennes, et rien ne nous permet de penser qu'au cours de celles-ci un homme ait pu copier un autre homme, devant la foule assemblée pour le voir, dans le but de célébrer les vertus guerrières, religieuses ou civiques de cet homme. La première fois qu'un individu joua le rôle d'un autre individu, mima ses actions ou ses paroles a sans doute été un acte particulièrement révolutionnaire, a dû demander de la part des spectateurs une gymnastique mentale toute nouvelle. Cependant, aucune trace ne demeure de cette première représentation.

Dans sa pièce « La Décision », pièce politique écrite pour un théâtre populaire, Brecht a peut-être retrouvé les origines du théâtre. Il est en effet possible qu'un messager venant rendre compte au roi de l'issue d'une bataille prenne tout à tour l'aspect, le « rôle » de chacun des généraux, pour expliquer la victoire ou la défaite. (Le messager, dans Les Perses, d'Eschyle, par exemple.)

Dans le même temps, il faut tenir compte des sources indéniablement populaires du théâtre. Information pour les grand, avant d'être plaisir, il ne pouvait être dans le peuple qu'utilitaire avant de devenir distraction. La retransmission orale à travers les membres d'une même famille des légendes, aventures et exploits des ancêtres était déjà une sorte de représentation.

Le théâtre n'a donc pu être reconnu, devenir officiel et étatisé que par un même développement dans le peuple et dans l'état. Les empereurs Romains se rendaient aux supplices et jeux du cirque comme à une représentation faite pour les distraire. C'est plus tard que le théâtre fut considéré comme art mineur, avec le mépris ou la condescendance des grands et surtout de l'église pour une distraction qui pouvait représenter des personnages et les rendre intéressants, sans qu'ils soient pour cela des rois ou des grandes figures religieuses. C'est ce qui explique l'excommunication des acteurs au XVIIème siècle.

***

Si le théâtre fut tout d'abord itinérant et probablement destiné aux petites gens et aux bourgeois, la naissance du cinéma peut en tous points lui être comparée. En 1895, la première séance de cinéma, dans les sous-sols du « Grand Café », attirait les passants du Boulevard des Capucines. Les balbutiements du Cinématographe des frères Lumière exposèrent les données d'un nouveau problème : l'impression du mouvement peut être fixée sur une pellicule, et retransmise ensuite à l'aide d'un projecteur sur une surface assez grande, permettant ainsi à plusieurs personnes installées sur des chaises d'assister à cette représentation. Mais la trouvaille procure aussitôt un embarras de taille : que montrer aux gens que l'on fait payer pour regarder. Il est évident que le public, rapidement forme et au début peu exigeant, ne s'attachant qu'au merveilleux du phénomène, ne s'étonne plus, dès la seconde représentation d'une technique qui a l'avantage de pouvoir être comprise par tout le monde. Les scènes familiales, « Bébé mange sa soupe », et les blagues que chacun connaît, « L'Arroseur arrosé », si elles constituent la totalité de la production cinématographique, ne pourront bientôt plus être exploitées que dans les foires de villages. C'est alors qu'apparait le premier grand créateur de l'expression filmée, Méliès.

Le fantastique et le trucage, la surprise, la poésie, voilà autant de sujets inépuisables pour ce qui n'est encore qu'une technique nouvelle. Le succès du Théâtre Robert-Houdin permet d'entreprendre semblable tentative. Méliès crée des studios, invente et construit des décors fantasmagoriques, reconstitue des actualités. Les travaux architecturaux des décorateurs du cinéma allemand de la période expressionniste n'ont fait que reprendre l'idée de Méliès, qui était de tout recréer POUR le cinéma, et non d'enregistrer la simple réalité quotidienne. C'est la première grande scission entre le théâtre et le cinéma.

***

Après 1900 on a peur du cinéma. Avec la création du « Film d'Art », représentation de scènes historiques, le cinéma français s'enlise dans la copie du style théâtral. En Amérique, au contraire, le cinéma devient vite populaire. C'est l'apparition du drame social (« La grève tragique», les « Scènes de la vie réelle »), qui sont bien vite remplacées par les westerns et les films à épisodes. La France suit le mouvement : Louis Feuillade, après des drames naturalistes (série « La vie telle qu'elle est » s'attaque aux « sérials » : « Fantômas », « Les vampires », « Judex », extraordinaires feuilletons dans lesquels on découvre déjà quelques mouvements d'appareils.

***

Les années passent, le théâtre s'enlise dans le boulevard, d'où était sorti le cinéma, tandis que celui-ci s'évade une seconde fois pour conquérir son style propre. La « Mise en scène de cinéma » fait son apparition.

Devant le succès grandissant de la nouvelle formule du cinéma, les braves gens s'alarment. La censure fait stopper les films à épisodes de Feuillade, dans lesquels les bandits paraissaient plus sympathiques que les policiers moustachus. On accuse ces films d'engendrer la « bande à Bonnot » et les anarchistes... Plus tard, on interdira même les bandes dessinées américaines, coupables par leur violence et leur goût de l'aventure de pervertir la jeunesse. Et cela après la dernière guerre mondiale, instrument de perversion et même d'anéantissement de la jeunesse que les honnêtes gens ne pensent pas à accuser.

Le cinéma se prépare à retourner à la formule théâtrale pour la troisième fois, lorsque survient la première avant-garde. 1929, année des premiers parlants en Amérique, voit éclore en France quantités de films issus de Dada et du Surréalisme. Scandales, bagarres, interdictions, se multiplient. En 1920, Francis Picabia écrit : « Pour que vous aimiez quelque chose il faut que vous l'ayez vu et entendu depuis longtemps, tas d'idiots ». L'Avant-Garde régénératrice meurt, et c'est le retour au théâtre, pendant et après la guerre. Seul tentative pour régénérer le cinéma : l'exploitation du « Star System ». Le cinéma reste froid et théâtral, mais on fait appel à des vedettes consacrées de la scène, qui se prêtent de mauvaise grace à ce qu'on leur fait jouer. (Jouvet, Harry, Baur, etc.).

***

Sous l'influence de jeunes cinémas étrangers, l'état de stagnation du spectacle filmé se modifie. Bergman en Suède, Kurosawa, Misogushi, au Japon; Vadja, Munk, en Pologne, poussent vers un cinéma nouveau, jeune. Aujourd'hui, à jamais débarrasé du statisme théâtral, le nouveau cinéma triomphe. Mais ce nouveau cinéma n'est rien comparable à l'élan révolutionnaire de 1929. Si le cinéma contemporain étranger nous a donné de grandes œuvres révoltées, aussi belles dans la forme que dans le contenu, le jeune cinéma français s'est au contraire enfoncé dans une mode « pour choquer le bourgeois », et c'est justement le bourgeois cinématographique qui remplit les salles, qui va s'encanailler avec la Nouvelle vague. Le cinéma engagé en France reste embrigadé dans la mode de conformisme petit bourgeois et de fausses révélations techniques. (« Le Combat dans l'Ile », tentative sympathique de définition d'un jeune activiste O. A. S., n'arrive pas à trouver une formule vraiment saine et virulente d'expression, et n'est, finalement, qu'un mélodrame sans structures et sans la moindre trace de révolte). Impossible de trouver dans notre cinéma un film comme « Les Bateaux de l'Enfer », du japonais Yanamura, extraordinaire réquisitoire d'une beauté technique et d'une violence de ton qu'aucun cinéaste de notre pays n'est capable d'atteindre, film qui réussit, avec un scénario presque identique au « Cuirassé Potemkine » à ne pas pâlir devant le classique d'Eisenstein. Où trouver un film comme « Quartier sans soleil », film fleuve, également japonais, (il dure trois heures) détaillant jusque dans ses moindres détails la vie d'un quartier pauvre dont tous les habitants se mettent en grève et luttent contre une terrible répression. On est ici très loin des larmoiement et des pseudo-cas de conscience du cinéma engagé français. Les américains eux-mêmes réalisent des films « avancés », bien plus révolutionnaires dans la forme que tout ce que l'on voit ici. Je pense notamment aux excellents « Propriété privée », « La Nuit bestiale », « Shadows ».

A Paris « La Nouvelle vague » attire son public de vieux chaque jour plus nombreux. On crie au génie à tout propos, on glorifie les films dans lesquels il ne se passe rien. Le terme « film révolutionnaire » connait sa plus grande honte : il n'est plus maintenant de révolutionnaire que la seule technique, ce qui est raconté ne compte plus. N'importe quoi, pourvu que cela choque, que cela soit nouveau cinéma. Cette école donne jour à d'insipides exercices de style paraissant plus vieillots que les films de 1929. (« Les Bonnes femmes », « Vivre sa vie », « L'eau à la bouche », « Le Bel âge ».) Voilà bientôt trois ans que nous attendons de véritables films de jeunes, des films de gens ayant quelque chose à dire, et sachant comment le dire.

***

Le théâtre moderne, infiniment plus passionnant que les petits vieux du jeune cinéma, a su tirer du cinéma ce qui était valable sur le plan de la mise en scène. La distanciation de l'acteur est une formule qui balaie à elle seule tout ce que le cinéma a cru nous apporter depuis longtemps.

Le théâtre actuel abolit les traditions que copiaient jadis le cinéma. La dernière representation des « Chaises », de Ionesco, présentée par Barault à la T.V. et réalisée comme une pièce classique (costumes, décors naturalistes) montre par son échec combien le théâtre a évolué véritablement, comment il est impossible aujourd'hui de monter une pièce moderne, que ce soit de Brecht, Ionesco ou Brenan Behan, dans l'optique du théâtre classique. On trouve dans la mise en scène d'Arturo Ui au TNP des formes typiquement cinéma. Déplacement de l'action d'un bout de la scène à l'autre avec changement de décor, comparable à un panoramique de caméra, lumière diminuant sur une partie de la scène au profit de l'éclairage d'une autre, véritable fermeture-ouverture fondue.

Dans « Un otage », de Behan, joué à l'Odéon, plus de vingt personnes parlent et agissent en même temps sur la scène, créant une multitude d'actions, laissant au spectateur le soin de faire la différence, entre le thème important et la figuration réaliste. Dans « La Jungle des villes » au Studio des Champs-Elysées, Sammy Frey et François Darbon se livrent avec un immense talent un combat mortel et gratuit dans la très belle mise en scène de Bourseillier. L'éclairage et la mise en scène nous transportent tour à tour d'un plan général à un gros plan ou à un plan moyen avec une virtuosité et un rythme laissant très loin derrière les tentatives d'« A bout de souffle ». Jusqu'à Marcel Aymée qui passe dans « Les Maxioules » d'un décor à un autre, les personnages du second décor apparaissant et commençant à jour avant même que ceux du premier n'aient fini, introduisant le fondu-enchaîné cinématographique sur la scène des Bouffes-Parisiens. Une pièce violente et belle, montée de façon percutante et nouvelle (Dans la Jungle des villes) est bien plus enthousiasmante et révolutionnaire qu'une pièce traitant d'un sujet en lui-même social, mais ne comprenant aucun élément révolutionnaire, bien que possédant une mise en scène et une interprétation de qualité, comme c'est le cas de « Boulevard Durand », qui aurait aussi bien pu être écrite par Zola en 1900.

***

Il serait temps que l'expression cinématographique abandonne son bien-être de petit-bourgeois-qui-fait-de-l'art pour se tourner vers ce qui, réellement, lui est propre, s'il ne veut pas se laisser dépasser par un art vieux comme le monde et pour l'instant très en avance sur lui.

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux

« LA FIN DES POLITIQUES », DE JEAN BARETS. (CALMANN LEVY, Ed.)

Voici un livre passionnant, agaçant, confus, riche de vues originales et de lieux communs, écrit d'un style clair et simple qui met l'économie politique à la portée de tous ; un livre dont on parle déjà et dont on n'a pas fini de parler ; un livre au titre incomplet, car pour l'auteur, qu'il le veuille ou non, « la fin des politiques... coïncide avec l'avènement des technocrates », même si ces technocrates sont pour la circonstance, revus et corrigés par l'auteur et dotés d'une morale d'humanistes on ne sait pas trop par qui et on ne sait pas trop pourquoi.

Discuter ce livre est impossible, car une page de notre journal n'y suffirait pas, mais on peut, toutefois, diviser sa matière en deux propositions que nous fait l'auteur et qui sont inégalement riches : les constatations, les solutions.

La première de ces propositions qui nous invite à constater le fossé qui se creuse entre l'économie projetée en avant par les sciences et les techniques et l'essoufflement des philosophies et des systèmes politiques qui s'évertuent sans résultat à garder le contact, rejoint les constatations que l'équipe de notre journal fait dans tous les articles de fond qu'elle traite. La classe des employés supérieurs décisionnaires qui remplace le « capitalisme de papa » n'est rien d'autre, en effet, que cette bureau-technocratie salariée dont nous avons déjà parlé, mais ce qui est discutable c'est de voir dans ce phénomène la disparition des classes, car le sursalaire de cette oligarchie est une forme de profit perçu de façon détourné et contrairement à ce que Marx prétendait la différenciation économique n'est pas le seul caractère des classes dominantes. Barets a également fort bien compris ce qui oppose l'homme et le groupe et, comme nous, il pense qu'il faut construire la société en fonction de l'homme et non façonner artificiellement un homme pour l'inscrire dans une société abstraite et arbitrairement considérée comme idéale. Lorsque au nom de l'objectivité il condamne le dogmatisme, il a raison ; mais lorsqu'il voit dans cette évidence un recul du socialisme, il a tort, car il assimile tout le socialisme au marxisme et il oublie deux autres socialismes antidogmatiques que je lui conseille d'étudier : le socialisme de Blanqui et le socialisme libertaire.

La seconde de ces propositions traite de l'organisation de l'Etat et des partis. Nous ne pouvons plus alors le suivre et Barets en a conscience, comme il a conscience des critiques qu'elle suscitera. Son gouvernement à étage provoquera les mêmes réactions individuelles de ses membres que nos modernes gouvernements, et rendra impossible cette morale qui assouplirait le gouvernement des hommes « qui savent » ! Je ne sais pas trop pourquoi l'Etat de Jean Barets me fait penser à la République de Platon. En tous les cas j'y décèle les mêmes inconvénients que dans ce régime de citoyens éclairés qui règnent du haut de leur sagesse sur cette foule d'esclaves qui sont promis à la conditions d'esclaves supérieurs.

De toutes façons, voici un livre à lire et à relire, car il nous sort heureusement des chemins battus.

« ABSURDA VIDA », PAR DANIELLE RICHARDSON (Robert Laffont, Editeur)

Avant tout, le premier roman de Danielle Richardson est le roman de Barcelone, une ville que l'auteur connait bien et qu'elle nous fait visiter en nous conduisant d'une main sûre du quartier gothique au quartier chinois. Et nous nous apercevons alors de l'affinité qui existe entre la ville et le héros du roman, don Cristobal de Zabaleda,

Quel est en réalité cet homme mystérieux, mari d'une romancière célèbre dont tout le monde parle et que personne ne connaît. Un personnage échappé des récits féodaux, marqué par la tragédie. Nous ne le saurons qu'en tournant les dernières pages de ce roman de qualité écrit dans une langue somptueuse. Homme absurde, ville absurde, **Absurda vida.** C'est là un des enseignements de Cervantes, et parlant de l'Espagne, Danielle Richardson a su le retenir de ce maître qui a le mieux incarné cette civilisation du paroxisme.

...De l'éducation à la révolution

Le dix-huitième siècle et sa panacée : l'éducation. Pour le dix-neuvième, ce fut l'instruction et les hommes mirent alors dans l'accession des masses à la connaissance tout leur espoir de progrès social. Au début du vingtième siècle, en particulier dans les milieux anarchistes, on devait assister à un retour aux théories éducatives propagées par les encyclopédistes. Retour aux sources d'autant plus explicable que l'instruction élémentaire dont chacun était alors gratifié par l'Etat laissait en place les inégalités sous forme de classe et qu'il devenait évident que la connaissance était une arme à double tranchant, qui pouvait aussi bien servir à changer de classe qu'à les abattre.

L'éducation, pour le philosophe de l'ancien régime c'est le retour à l'état naturel de l'être naturellement bon et perverti par la société. Rousseau, à qui Rabelais, Montaigne, Condillac ont montré le chemin, propose à ses contemporains de dégager l'individu de cette société, de le former en dehors d'elle, avant de le réintroduire débarbouillé de toutes souillures dans un monde où il sera destiné à jouer le rôle de levain. Pour la société du vingtième siècle, qui elle aussi, et à peu près en même temps que le mouvement ouvrier, découvre l'éducation, celle-ci doit servir de base à l'harmonie qui doit régner entre l'individu et l'Etat, qui alors intervient directement pour l'orienter. Et sous cette poussée et de l'Etat et du mouvement ouvrier, on assiste alors au triomphe des théories éducatives sous de multiples aspects avec des objectifs différents souvent contradictoires même lorsqu'ils font appel aux mêmes valeurs morales. Déjà Montesquieu avait souligné que nous recevons trois formes d'éducation contradictoires : celle de nos pères, celle de nos maitres, celle de la vie. A celles-ci vont s'en ajouter d'autres : l'éducation sociale, l'éducation militante et le mouvement ouvrier va l'adopter avec passion et lui conférer les vertus cardinales attribuées au siècle dernier à l'instruction et comme pour l'instruction les espoirs mis dans l'instruction, clé d'or destinée à ouvrir toutes les serrures de la société future, vont s'effondrer, rongés par les contradictions qu'elle recèle.

Si l'on veut très clairement comprendre les services que peut rendre l'éducation, comme ses limites, il faut d'abord rejeter l'idée que les hommes sont naturellement bons ou mauvais. Les hommes sont ! Et leur présence est caractérisée d'abord par leur autonomie, que le milieu s'efforce de corriger et par l'hérédité qui leur confère des caractères, certes, « rapportés », mais que l'évolution a enracinés. L'homme ainsi formé est plongé dans la masse et alors les diverses éducations interviennent. Une de ces éducations l'intégrera au milieu ou l'en arrachera pour le projeter dans un autre encore imaginaire et que la Révolution, qui est d'abord un changement du comportement des hommes les uns envers les autres, devra concrétiser.

Et c'est de ces constatations que sont nées dans notre mouvement ces deux propositions diamétralement opposées. Détruisons la société, disent les uns et la disparition d'un milieu pourri permettra d'éduquer des hommes neufs. Eduquons les hommes, répondent les autres et nous rendrons possible par la raison une révolution, et certains, tel Paul Robin, pensent à travers cette éducation intégrale faire l'économie d'une révolution. Dialogue tragique du nihilisme et de l'idéalisme ! En général et avec des nuances, c'est cette dernière opinion qui a prévalu dans notre mouvement. Les anarchistes ont toujours considéré que l'éducation est non seulement un facteur révolutionnaire, ce qui ne fait de doute pour personne, mais l'élément essentiel de leur propagande et ma jeunesse a été bercée par ces rêves merveilleux où l'enseignement de la justice, de la bonté, de la fraternité, de la raison, se développait de façon continue pour constituer un jour cette chaîne immense et fleurie qui enserrerait l'humanité. Les ans ont passé et il a fallu déchanter. La construction d'un en dehors, d'un milieu, qui pendant des années fut la tarte à la crème du mouvement anarchiste en créant des cénacles, des chapelles ne servit en vérité qu'à isoler le militant de la grande masse, à tarir les possibilités du comportement des anarchistes en son sein, et peut-être également à déformer les militants isolés d'un mode de vie, discutable et qui devait changer, mais qui existait. D'où une propagande artificielle qui ne mordait en rien sur les problèmes qui passionnaient les contemporains.

***

En vérité le caractère fondamental de l'homme est le refus et ce refus engendre la révolte, qui est le moteur qui depuis des millénaires fait avancer la société par à-coups. C'est cette révolte qui pousse l'adolescent au refus du milieu imposé par le père même si ce père est anarchiste même si ce milieu est le nôtre, ce qui remet en cause pour chaque génération les gains accomplis par l'éducation. Et à chaque génération il nous faut tel Sysiphe remonter le rocher, créer des hommes nouveaux qui s'évadent d'autres milieux dont ils désirent desserrer l'étreinte. Mais il existe un autre trait fondamental du caractère de l'homme : c'est son besoin du merveilleux qui d'abord le pousse à échapper à son milieu, puis lorsque fatigué il abandonne la lutte lui fait remplacer la révolte formelle pour le mythe révolutionnaire. Alors il croit, sans vouloir savoir pourquoi, il croit. Toutes les propagandes le guettent et il est une proie en puissance pour les propagandes politiques dites révolutionnaires à la condition qu'elles ne le ramènent pas à la révolte agissante et qu'elle ne heurte pas les mythes dont il est imprégné. Et pour notre époque ces mythes : la patrie, l'inégalité économique, une certaine forme de propriété, les morales sexuelles ou religieuses et le culte de l'Etat centralisé. Et ce qui fut le propre du Parti communiste, qui ne put réunir de vaste foule qu'à la faveur des concessions au milieu qu'il devait à l'origine détruire mais auquel il a fini par s'intégrer.

Mais alors, quelle est la part de l'éducation dans la préparation de la révolution libertaire ? Disons tout de suite que déniaisée de son universalité sentimentale l'éducation est d'abord UN TRI, et que seule elle peut procéder à un tri efficace pour le mouvement ouvrier. C'est de l'éducation qu'auront reçue les militants révolutionnaires que dépendra le choix que feront les hommes auxquels ils s'adressent. Ce tri qu'accomplit l'éducation rend celle-ci indispensable au mouvement ouvrier dans la mesure où elle le complète sans avoir la prétention de le remplacer. Elle construit l'organisation, forme un homme de combat qui ne sera pas forcément l'homme de la société, du milieu, de demain, mais l'homme révolutionnaire qui accomplira la prophétie. Enfin elle arme l'organisation, non pas pour éduquer les masses suivant un schéma simple, mais pour construire des mythes qui conditionnent les masses à lui accorder sa confiance.

Non, l'éducation donnée par les encyclopédistes n'a jamais parlé de la fin de la royauté, de la mort du roi ! Les encyclopédistes ont formé une élite, un parti, un mouvement — appelons cela comme on le voudra — et ils ont pu le faire parce que la jeunesse de province, qui avait le goût des lettres, désirait échapper au milieu qui s'effilochait et lorsque la révolte des artisans parisiens a éclaté, révolte qui ne devait rien à l'éducation et tout aux contradictions économiques, les hommes, formés par les philosophes, l'ont exploitée. La guillotine a fonctionné, la tête du roi est tombée non pas parce que l'éducation avait accompli ce projet ambitieux, mais parce qu'elle avait réalisé sa double et plus modeste ambition : construire un mouvement conscient, éduqué, et créer dans les masses qui voulaient croire, sans s'expliquer scientifiquement pourquoi, les mythes qui feraient accepter comme normale la disparition de la royauté et il nous suffit de regarder la Commune de Paris, la Révolution russe, etc., pour voir que là aussi, l'éducation a joué ce même rôle limité et essentiel.

Il ne peut pas être autrement aujourd'hui où l'homme est sollicité par des éducations multiples dont plusieurs, bien qu'opposées dans la finalité, font appel aux mêmes valeurs morales : justice, fraternité, etc. Et cela doit être clairement compris par ceux qui prennent la révolution au sérieux et qui veulent sortir des parlottes et des bons sentiments et qui restent persuadés qu'elle se fera suivant un processus consacré : l'exploitation par un mouvement fortement éduqué, des révoltes qui périodiquement jettent en avant les hommes, en proie à leur démon intérieur qui n'est rien d'autre que leur nostalgie de leur autonomie originelle.

Oui, l'éducation favorise le développement d'une personalité en embryon, mais ce développement peut prendre des chemins bien différents et aboutir à des résultats bien différents de ceux envisagés, et l'expérience de coopératives libertaires, comme celle de différentes écoles rationnalistes, en sont une preuve évidente. L'éducation sociale, l'éducation ouvrière, l'éducation anarchiste, disons-le tout net, ne seront reçues que par une minorité d'hommes déjà conditionnés. A eux de construire l'organisation révolutionnaire, à eux de donner aux masses des raisons de croire, une foi du charbonnier, hélas, mais une foi plus valable que celle que leur proposent les autres diciplines.

Maurice Joyeux

Classiques de l'anarchisme

UN SONGE PRESIDENTIEL

Ce texte inédit d'Han Ryner était primitivement destiné à paraître dans « Les songes perdus ».

« Quoique les voûtes en eussent été fortifiées, le Président dormait mal dans les caves de l'Elysée. Les architectes lui avaient en vain certifié qu'il y serait en sécurité comme naguère à Bordeaux. Il tremblait avec bravoure et claquait des dents. Son sommeil morcelé se peuplait de rêves de fuite et de rêves de victoire. C'est le plus souvent contre des « ennemis de l'intérieur » qu'il triomphait. Et, au moment oú il remportait par quelque belle argutie, une victoire d'avocat, il s'éveillait parce qu'une bombe éclatait dans un cauchemar ou qu'un poignard s'enfonçait dans son dos ou que son habituelle colique le faisait rêver de poison.

Cette nuit, son insomnie, plus calme qu'à l'ordinaire, l'avait reporté aux jours de sa jeunesse. Il avait revu un ami italien oublié depuis longtemps qui jadis lui traduisit en un français incorrect et enthousiaste tels écrivains peu connus dans la Péninsule.

Dans un demi-sommeil il entendait Mario lui lire une page d'un nouvelliste du XVII• siècle, un certain Boccalini dont le recueil s'appelle *Ragguagli di Parnasso.* Le titre qu'il revoyait en lettres rouges était traduit par l'actualité en *Communiqués du Parnasse.* Mario, Boccalini, Communiqués du Parnasse, Aristote, ces noms étaient dans sa tête alourdie comme des danseurs piétinants... Pourquoi Aristote ?

Et le sommeil fut complet. Et le Président se vit en uniforme de général, mais il était coiffé d'une casquette et marchait à la tête d'une puissante armée.

— Vous m'assurez qu'il n'y a aucun danger ? demandait-il à son état-major.

— Aucun danger, général Président.

On montait tantôt le Parnasse, tantôt la côte du Mort-Homme. Aristote habitait à mi-côte une salle d'architecture sévère.

Précautionneusement, sans bruit, l'armée entoura cette demeure de façon que nul ne pût s'en évader. Puis, à un signal donné, chaque soldat poussa un cri, alluma une torche. Aristote parut à une fenêtre : comme un hibou surpris par le jour, il cligna des paupières et recula. Cris et menaces exigèrent son retour.

On fit faire silence. Et le Président interrogea :

— N'as-tu pas défini le tyran : « Celui qui gouverne pour son propre avantage, non pour l'avantage du peuple ? »

Aristote avoua.

Alors, le Président avec une indignation grandissante :

— Misérable. As-tu jamais connu, dans le large présent ou dans les profondeurs d'aucun passé un seul gouvernement, roi, empereur, pape, doge, consul ou suffète qui ait gouverné autrement que pour son avantage personnel ? As-tu même jamais rencontré un conseiller du prince, un ministre, un sénateur ou un tribun du peuple qui songeât à autre chose ?

— La question — répondit modestement le philosophe — me parait vaste et difficile; j'ai besoin avant d'y répondre d'étudier l'histoire pendant quelques années.

Mais le général-président :

— Recherches inutiles. Pas plus dans l'histoire que dans la vie, crois-en ma parole, tu ne trouveras un gouvernement auquel ta définition téméraire n'inflige le nom odieux. Change-la donc, cette définition ou les fossés de Vincennes t'attendent.

Le philosophe protesta de la pureté de ses intentions. Qui mieux que lui a jamais défendu la société ? Qui a mieux affirmé que le citoyen appartient à l'Etat, qui a mieux démontré la nécessité de l'esclavage ?

— N'emploie pas — interrompit durement le Président — ce mot passé de mode. Parle, si tu veux, de la nécessité du sacrifice. Cela revient au même, mais ça fait mieux. Les servitudes que vous aviez la maladresse d'entourer de honte, on les enveloppera de gloire, ce qui évite bien des rancœurs et des révoltes... Mais ce n'est point de cela qu'il s'agit aujourd'hui. C'est de ta définition du tyran. Trop large, entends-tu. Rétrécis-la en bon animal social.

Aristote leva la main pour dire qu'il avait trouvé. Et il déclara :

— Les tyrans sont certains individus qui ont existé nombreusement en des temps anciens. Mais la race, depuis un siècle, en est complètement éteinte.

— En France, bien entendu ? Car si tu disais que le kaiser allemand n'est pas un tyran, tu mériterais de nouveau la mort du traître.

— Les tyrans et les esclaves sont des êtres qu'on ne trouve plus que chez les ennemis. Es-tu content, cette fois ?...

Le général-président ouvrait la bouche pour répondre. Elle resta ouverte d'horreur. Une bombe lancée on ne sait d'où venait vers lui, allait entrer dans cette bouche à qui le cauchemar ne permettait pas de se refermer, allait faire sauter le corps, paralysé de terreur. Elle entra, en effet, dans l'ouverture. Mais elle ne fit aucun mal. Elle s'était transformée en on ne sait quelle matière molle et malodorante.

— Quel bonheur ! se dit le songeur, ce n'était que de la m...

***

Et sa joie l'éveilla. Ou peut-être une sensation précise. Car il s'aperçut qu'il avait abondamment souillé ses draps.

HAN RYNER